

Trigano

# Rapport financier 2007



**TRIGANO**  
CONSTRUCTEUR DE LIBERTÉS

# RAPPORT DE GESTION 2007

1	Evénements 2007
3	Activité commerciale
5	Résultats
5	Perspectives et stratégie
6	Organisation et ressources humaines
7	Gestion des risques
10	Comptes sociaux
10	Activité boursière
11	Composition du capital au 31 août 2007
11	Résolutions proposées à l'Assemblée générale mixte du 8 janvier 2008
12	Liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs
14	Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne
16	Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Trigano, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

## COMPTES CONSOLIDÉS 2007

18	Compte de résultat consolidé
19	Bilan consolidé
20	Tableau de variation des capitaux propres consolidés
21	Tableau des flux de trésorerie consolidés
22	Informations sectorielles
24	Annexe aux comptes consolidés
24	Présentation de l'émetteur
24	Règles et méthodes comptables
30	Périmètre de consolidation
32	Notes sur les comptes consolidés
32	Notes sur le compte de résultat
34	Notes sur le bilan
43	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
44	Renseignements juridiques des sociétés françaises consolidées

## COMPTES SOCIAUX 2007

46	Bilan
48	Compte de résultat
50	Annexe aux comptes sociaux
60	Résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices
61	Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
62	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés
64	Déclaration établie en application de l'article 222 – 3 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 8 JANVIER 2008

65	Résolutions du ressort de l'Assemblée délibérant sous forme ordinaire
66	Résolutions du ressort de l'Assemblée délibérant sous forme extraordinaire

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE DU 8 JANVIER 2008

Les résultats de l'exercice 2006/2007 traduisent des performances contrastées. En effet, de nombreux éléments positifs, porteurs d'évolutions futures de la rentabilité, ont été masqués par des éléments négatifs qui n'ont pas vocation à perdurer car Trigano a pu prendre la mesure de ces phénomènes et mettre en œuvre les programmes d'action adaptés.

Éléments positifs de l'exercice :

- développement de l'activité
- premiers effets de l'organisation matricielle
- mise en place des nouvelles capacités de production conformément aux prévisions
- réduction des pertes de l'activité matériel de jardin
- accélération de la reconversion de l'activité matériel de camping

Éléments négatifs de l'exercice :

- difficultés industrielles et commerciales liées au changement des bases roulantes
- perturbations du marché des véhicules de loisirs
- difficultés importantes de la business unit allemande de Sprendlingen (Eura-Mobil)
- difficultés de l'activité résidences mobiles

## Développement de l'activité

Durant l'exercice, le chiffre d'affaires de Trigano a progressé de 7,1% pour passer de 872,5 M€ à 934,6 M€. Cette croissance, essentiellement organique, a pu être obtenue dans un environnement perturbé pour le principal marché sur lequel opère Trigano, celui des véhicules de loisirs.

Le chiffre d'affaires camping-cars a progressé de 7,2%. Parallèlement les ventes de caravanes (+ 7,4%) et de remorques (+ 13,4%) ont contribué à la progression de l'activité.

## Premiers effets de l'organisation matricielle

Les différentes marques de camping-cars sont gérées dans une logique matricielle qui se met en œuvre progressivement et commence à contribuer à la progression de la rentabilité. Deux exemples illustrent cette dynamique :

- Les marques Challenger et Chausson ont bénéficié, durant l'ensemble de l'exercice, de la production de :
  - vans en provenance de l'usine d'Atessa (Italie)
  - camping-cars d'entrée de gamme fabriqués par les usines de Peñíscola (Espagne) et de Sablé sur Sarthe (Sarthe).

Cela a contribué à la progression de plus de 20% du chiffre d'affaires de ces deux marques sans monopoliser les capacités de production de l'usine de Tournon-sur-Rhône (Ardèche) où sont aussi assemblées les caravanes Caravelair et Sterckeman.

- La marque Benimar a connu une progression de son chiffre d'affaires de 111% pour atteindre 21,1 M€ grâce à la dynamique commerciale issue d'une gamme complète et particulièrement compétitive produite dans deux usines et comportant des camping-cars issus de plateformes communes avec d'autres marques de Trigano.

La pertinence de la stratégie suivie a donc été validée en dépit du retard pris pour le développement industriel de la plateforme commune de camping-cars intégraux, lié aux difficultés de la business unit allemande de Sprendlingen.

## Mise en place des nouvelles capacités de production conformément aux prévisions

Durant l'exercice, les cinq projets majeurs d'augmentation des capacités de production de camping-cars ont été mis en œuvre.

	Production 2006	Production 2007	Capacité théorique
Sablé sur Sarthe (France)	136	957	4 500
Peñíscola (Espagne)	846	1 547	2 500
Atessa (Italie)	892	1 125	2 000
Brantôme (France)	71	75	1 000
Grimsby (Grande Bretagne)	1 134	956	1 500
<b>TOTAL</b>	<b>3 079</b>	<b>4 660</b>	<b>11 500</b>

Bien que freinés par des difficultés d'approvisionnement en bases roulantes Ford et par les problèmes d'industrialisation des nouveaux produits, les volumes de production des usines de Sablé-sur-Sarthe et de Peñíscola ont pratiquement atteint les objectifs.

L'usine d'Atessa, qui sera agrandie en 2008, a connu une évolution conforme aux prévisions. L'extension de l'usine de Brantôme a été achevée à la fin de l'exercice et devrait, dès 2008, participer à la croissance de la production de même que celle de Grimsby qui bénéficie depuis juillet 2007 d'une augmentation de sa surface.

Les trois unités de production françaises de caravanes (Tournon, Mamers et Le Mans) ont atteint un taux d'utilisation de leur capacité de production rendant nécessaire une augmentation de celle-ci de l'ordre de 500 véhicules en 2008 et le transfert (planifié pour 2009) de l'unité du Mans (Sarthe) dans des locaux plus adaptés.

Par ailleurs, l'unité de Wlostowo (Pologne) qui a fabriqué 30 679 remorques en 2007 (24 434 en 2006) s'est à nouveau rapprochée de sa capacité maximale. Les investissements en cours de réalisation devraient permettre la production de 42 000 remorques sur ce site en 2008.

## Réduction des pertes de l'activité matériel de jardin

Parallèlement à une recherche de cession de cette activité qui ne s'intègre pas dans la stratégie de Trigano, un vigoureux plan de redressement a été mis en œuvre par un management renouvelé. Un site de production et un site de stockage ont été fermés, permettant la concentration de l'ensemble des fonctions de cette activité à Cormenon (France) et pour les abris de jardin à Draperstown (Irlande du Nord). Les effectifs non directement productifs ont pu être substantiellement allégés.

En dépit d'une climatologie particulièrement défavorable ayant entraîné une réduction du chiffre d'affaires par rapport aux prévisions, le résultat opérationnel a pu être amélioré par la business unit française de 2,2 M€. Par ailleurs, le résultat opérationnel du segment abris de jardin a légèrement progressé.

## Accélération de la reconversion de l'activité matériel de camping

Le programme mis en œuvre depuis de nombreuses années s'est poursuivi en 2007, permettant à la fois une amélioration de la contribution des usines concernées à la rentabilité de l'activité véhicules de loisirs et une stabilité du résultat d'exploitation.

En particulier en 2007, l'unité de confection de Lamastre (Ardèche) a été reconvertie en unité de production de matelas et de coussins pour camping-cars et caravanes et les volumes confiés en sous-traitance aux usines de Soliman (Tunisie) ont augmenté.

## Difficultés industrielles et commerciales liées au changement de bases roulantes

L'introduction simultanée de nouvelles bases roulantes par les deux constructeurs les plus importants a engendré de nombreuses perturbations industrielles et commerciales dans toutes les usines de camping-cars de Trigano :

- L'industrialisation des très nombreux nouveaux modèles a été beaucoup plus difficile que prévu, entraînant une réduction générale des volumes de production pendant les premiers mois de l'exercice. Ces perturbations ont été maîtrisées par la suite de façon inégale selon les unités de production. Les livraisons ont été retardées, entraînant une diminution des prises de commandes par les réseaux de distributeurs en hiver. Par la suite, lorsque les livraisons ont pu intervenir à un rythme normal, les distributeurs ont fourni un effort important de stockage et ont donc diminué leurs commandes durant la deuxième partie de l'exercice. Il en est résulté une perte de chiffre d'affaires estimée à 40 M€.
- L'introduction tardive des nouvelles bases roulantes conduite à droite a provoqué des difficultés beaucoup plus importantes encore sur le marché britannique où Trigano est solidement implanté et où les ventes sont fortement rémunératrices. La business unit de Grimsby (Grande-Bretagne) a donc connu une baisse significative de son chiffre d'affaires et de son résultat opérationnel en dépit d'un carnet de commandes important.

## Perturbations du marché des véhicules de loisirs

- Le marché européen du camping-car a connu une progression (+ 2,4%) inférieure aux attentes. L'introduction des nouvelles bases roulantes et les difficultés de livraison de la majorité des constructeurs européens ont entraîné un attentisme certain de la clientèle, notamment au niveau des décisions de renouvellement. Sur les trois principaux marchés (France, Allemagne et Italie), on constate une régression des immatriculations en dépit d'un rattrapage en fin de saison. Le marché des véhicules d'occasion a en revanche fortement progressé, démontrant que les fondamentaux du marché ne sont pas remis en cause. La disponibilité sur certains marchés et pour un certain nombre de marques de produits sur les anciennes bases roulantes, à des conditions de remises supérieures à la normale, a permis aux réseaux de distribution de limiter l'effet sur leurs ventes de ces perturbations mais a augmenté la différence de prix entre les anciens véhicules, proposés avec une remise, et les nouveaux véhicules intégrant en particulier des équipements de sécurité supplémentaires.

• En ce qui concerne les caravanes, le marché européen a progressé de 1,7% avec néanmoins des performances irrégulières selon les pays. Les évolutions des marchés hollandais (-13,3%) et allemand (-2,8%) ont créé des tensions ayant entraîné le dépôt de bilan d'un constructeur important opérant en Belgique et en Hollande. Parallèlement, une guerre des prix s'est développée en Grande-Bretagne entre les deux leaders du marché. Trigano, qui avait axé son programme de développement en Allemagne et aux Pays Bas n'a pu obtenir en 2007, sur ces marchés, les volumes attendus.

• En 2008, ces perturbations devraient avoir des effets limités pour Trigano qui bénéficie, tant en camping-cars qu'en caravanes, de positions fortes sur les marchés à évolution positive et devrait bénéficier progressivement d'un retour à la normale sur les marchés impactés en 2007 par des perturbations.

## Difficultés de la business unit allemande de Sprendlingen

Durant l'exercice, la business unit de Sprendlingen a cumulé un certain nombre de handicaps qui sont la conséquence de décisions individuellement pertinentes mais globalement coûteuses.

- Le grand nombre de nouveaux modèles n'a pas permis leur industrialisation dans les délais prévus et avec un degré de précision permettant une fabrication satisfaisante. Les conséquences directes de cette situation sont nombreuses et n'ont pu être compensées sur la fin de la saison 2007 par des productions augmentées, comme cela a été le cas dans les autres business units concernées. De plus, les fournitures de composants ont dû être assurées dans des conditions très difficiles du fait de l'incapacité des fournisseurs les plus compétitifs à y répondre rapidement.
- Le développement industriel de la nouvelle plateforme de camping-cars intégraux n'a pu être maîtrisé correctement, entraînant des coûts importants en termes de productivité et une perte sensible de chiffre d'affaires.
- Les modifications technologiques décidées se sont révélées très difficiles à mettre en œuvre. La fabrication des nouvelles parois de camping-cars a impliqué des coûts de reprise importants et la destruction de stocks de composants.
- La réorganisation de la production n'a pu être menée à bien, conformément aux prévisions, du fait du départ non anticipé, pour raisons familiales, du Directeur de Production.

En termes de chiffre d'affaires, la business unit regroupant les marques Eura-Mobil et Karmann Mobil n'a pu atteindre que 54,6 M€ (75,8 M€ en 2006), bien en deçà des prévisions qui excédaient 100 M€. Le stock de produits incomplets, donc non commercialisables, s'élève, au 31/08/2007, à 569 véhicules et a justifié une provision de 1,4 M€ pour leur mise en conformité. Les consommations de matières excédentaires ont représenté 4,4 M€ et la sous-productivité a engendré un coût estimé à 5,0 M€. Au total, la perte opérationnelle courante de cette business unit s'est élevée à 15,9 M€ (3,7 M€ en 2005/2006).

## Difficultés de l'activité résidences mobiles

En 2007, cette activité a connu un résultat d'exploitation dégradé en raison de la restructuration de son organisation commerciale et d'une productivité insuffisante de l'unité de Portes les Valence (Drôme). Un programme de renforcement du volume produit à Mamers (Sarthe) devrait permettre en 2008 de faire face, à des conditions économiques améliorées, à la croissance des ventes escomptée.

## ACTIVITÉ COMMERCIALE

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 934,6 M€, en ligne avec les objectifs. Les activités véhicules de loisirs et équipement des loisirs ont enregistré des croissances organiques homogènes. L'acquisition en octobre 2006 de la société Grove Products Ltd dans le domaine de l'accessoire de véhicules de loisirs a généré un chiffre d'affaires supplémentaire de 9,5 M€.

Trigano a poursuivi au cours de l'exercice l'internationalisation de son activité puisque le chiffre d'affaires réalisé hors de France représente désormais plus de 54% du chiffre d'affaires total :

Marché	2007	2006	2005
France	46,0%	47,1%	48,4%
Italie	16,3%	14,2%	16,2%
Allemagne	11,4%	13,5%	9,6%
Royaume-Uni	12,5%	12,8%	13,2%
Espagne	3,7%	2,7%	2,7%
Belgique	3,1%	2,8%	3,0%
Pays-Bas	1,5%	1,2%	1,9%
Norvège	1,4%	1,4%	1,1%
Autres	4,2%	4,3%	3,9%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

### Véhicules de loisirs :

La croissance organique de l'activité véhicules de loisirs a été soutenue sur la plupart des segments de marché.

en millions d'euros	2007	2006	Evolution	2005
Camping-cars	639,9	597,0	+ 7,2%	522,1
Caravanes	69,8	65,0	+ 7,4%	58,1
Caravanes pliantes toile	5,3	6,3	- 15,9%	9,6
Résidences mobiles	8,4	12,0	- 30,0%	8,4
SOUS-TOTAL Véhicules	723,4	680,3	+ 6,3%	598,2
Accessoires pour VDL	92,0	79,1	+ 16,3%	71,7
Location	7,8	7,7	+ 1,3%	6,4
<b>TOTAL VDL</b>	<b>823,2</b>	<b>767,1</b>	<b>+ 7,3%</b>	<b>676,3</b>

## Camping-cars

Les immatriculations de camping-cars ont connu des évolutions contrastées en Europe. Les quatre principaux pays représentant près de 80% du marché ont souffert des difficultés de production des principaux constructeurs et ne progressent pas par rapport à 2006 (-0,9%). Dans les autres pays, la croissance moyenne s'élève à 15,5% :

Marché	Saison 2007	Saison 2006	Evolution
France	22 720	23 010	- 1,3%
Allemagne	20 223	20 679	- 2,2%
Italie	14 473 *	14 604 **	- 0,9%
Royaume-Uni	11 026	10 788 **	+ 2,2%
Espagne	3 359 *	3 027 **	+ 11,0%
Suède	3 097	2 380 **	+ 30,1%
Norvège	2 446	2 233	+ 9,5%
Belgique	2 335 *	2 195	+ 6,4%
Finlande	1 928	1 738	+ 10,9%
Pays Bas	1 454	1 278	+ 13,8%
Autres pays	5 836 *	4 859 *	+ 20,1%
<b>Europe</b>	<b>88 897</b>	<b>86 791 **</b>	<b>+ 2,4%</b>

\* : estimations source ECF

\*\* : chiffres révisés par l'ECF en 2007

Durant l'exercice, Trigano a commercialisé 19 685 camping-cars (+4,8%) et atteint une part de marché européen de 22,1% en progression de 0,5 point par rapport à 2006 (sur la base des chiffres révisés par l'ECF). Trigano a amélioré ses positions en Italie où sa part de marché dépasse désormais 30% et en France, mais a reculé en Allemagne (- 0,7 point de part de marché) en raison de difficultés de livraison des produits Eura Mobil.

## Caravanes

Le marché européen de la caravane a enregistré une légère progression en 2007 (+ 1,7%). Cette évolution correspond principalement à l'augmentation du marché britannique qui a effacé le recul qu'il avait enregistré en 2005/2006. Le marché allemand, pourtant affecté par la hausse de la TVA de 3 points au 1er janvier 2007 ne baisse que légèrement, tandis que celui des Pays-Bas n'arrive toujours pas à se redresser. Les immatriculations de caravanes progressent partout ailleurs en Europe sauf en Norvège :

Marché	Saison 2007	Saison 2006	Evolution
Royaume-Uni	34 623 *	32 003 *	+ 8,2%
Allemagne	20 487	21 082	- 2,8%
Pays-Bas	15 040	17 357 **	- 13,3%
France	12 221	11 993	+ 1,9%
Danemark	8 301	8 238	+ 0,8%
Suède	6 483	6 029	+ 5,7%
Norvège	5 441	4 769	- 14,1%
Espagne	4 966	4 386	+ 13,2%
Autres pays	11 087	10 865 **	+ 2,0%
<b>Total Europe</b>	<b>118 649</b>	<b>116 722 **</b>	<b>+ 1,7%</b>

\* : estimations source ECF

\*\* : chiffres révisés par l'ECF en 2007

Les ventes de Trigano ont suivi globalement l'évolution des marchés : 7 648 caravanes ont été vendues en 2007 (+1,5%). La part du marché européen de la société est restée stable à 6,5%.

## Résidences mobiles

Le marché français sur lequel opère Trigano a été caractérisé par un ralentissement de la croissance et une forte compétition. Trigano a connu une année difficile. 545 véhicules ont été commercialisés (822 en 2006).

## Caravanes pliantes toile

Sur ce segment où il est leader européen, Trigano a subi les effets d'une nouvelle baisse des marchés anglais et hollandais : 1 639 caravanes pliantes toile ont été commercialisées (2 016 en 2006).

## Accessoires pour véhicules de loisirs et pièces détachées

L'activité de négoce d'accessoires et de pièces détachées a confirmé la nette reprise constatée en 2006 ; la progression des ventes à périmètre constant est de 6,3%.

Grâce à l'acquisition de la société anglaise Grove Products Limited (consolidée sur 11 mois pour 9,5 M€ de chiffre d'affaires) Trigano est devenu le n°2 au Royaume-Uni et a consolidé sa position de leader européen.

Les activités de production d'accessoires de véhicules de loisirs ont connu des évolutions contrastées : les ventes d'auvents de caravanes sont en net repli (- 14,6%) tandis que celles de terrasses pour résidences mobiles ont progressé de façon sensible (+ 21,4%).

## Équipement des loisirs :

La bonne progression de l'activité remorques a compensé largement l'érosion des ventes d'équipements de jardin et de matériels de camping :

en millions d'euros	2007	2006	Evolution	2005
Remorques	71,9	63,5	+ 13,4%	62,7
Matériel de camping	11,3	11,5	- 1,7%	11,6
Équipement du jardin	27,6	29,6	- 6,8%	34,1
Autres	0,6	0,8	NS	1,1
<b>TOTAL EDL</b>	<b>111,4</b>	<b>105,4</b>	<b>+ 5,7%</b>	<b>109,5</b>

## Remorques

Grâce au succès des produits fabriqués en Pologne à destination du marché allemand et à la croissance des ventes notamment en France, Espagne et dans les pays de l'est de l'Europe, Trigano a commercialisé 100 574 remorques de loisirs au cours de l'exercice (86 673 en 2005/2006). L'introduction de nouveaux produits à destination des marchés du BTP et des sociétés de location a également permis de maintenir un bon rythme de croissance dans le segment des remorques professionnelles (+ 18,1%).

Au total, Trigano a vendu 109 317 remorques en 2006/2007 (94 281 en 2005/2006).

## Équipement du jardin

Sur un marché resté très concurrentiel, Trigano a progressé en jeux de plein air et en abris de jardin. Les ventes de piscines hors sol et de barbecues ont en revanche souffert de conditions climatiques particulièrement défavorables de mai à juillet.

	2007	2006
Jeux de plein air	114 979	109 694
Piscines	16 830	18 056
Barbecues	3 718	12 481
Abris de jardin	44 650	43 425

## Matériel de camping

Trigano a maintenu son niveau d'activité dans un marché atone. Le chiffre d'affaires de ces produits reste marginal pour l'entreprise.



## RÉSULTATS

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Trigano au 31 août 2007 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne au 31 août 2007.

Le résultat opérationnel courant consolidé s'est élevé à 57,8 M€ et représente 6,2% du chiffre d'affaires (7,9% en 2006). Les résultats de l'activité véhicules de loisirs ont été affectés principalement par des surcoûts non récurrents engendrés par la mise en fabrication des camping-cars sur les nouvelles bases roulantes, en particulier chez Eura Mobil, Auto-Trail et Autostar et par la réalisation d'un mix de ventes par pays moins profitable en termes de marge. En revanche, grâce à l'amorce du redressement de l'équipement de jardin, la rentabilité de l'activité équipement des loisirs progresse : le résultat opérationnel sectoriel atteint 6,3% du chiffre d'affaires contre 3,6% en 2005/2006.

La progression des taux d'intérêts et celle des utilisations de crédits à court terme due à l'augmentation du besoin de fonds de roulement ont entraîné une détérioration du résultat financier de 2,6 M€.

Compte tenu d'une charge d'impôt sur les sociétés de 22,1 M€ et de la contribution de Loisirs Finance aux résultats consolidés à hauteur de 1,2 M€, le résultat net consolidé s'établit à 31,3 M€ (42,6 M€ en 2006).

Ces résultats permettent de renforcer les capitaux propres consolidés qui atteignent 316,1 M€ (297,2 M€ en 2006). La structure financière reste particulièrement solide : l'endettement net (76,2 M€ au 31 août 2007) ne représente que 24,1% des capitaux propres consolidés (15,6% au 31 août 2006).

### Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement important n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'établissement de ce rapport.

## PERSPECTIVES ET STRATÉGIE

Après un exercice 2007 difficile, Trigano est conforté dans sa certitude d'opérer avec une stratégie pertinente sur des marchés porteurs. Disposant de réseaux de distribution fidèles et performants, de capacités de production adaptées et compétitives et d'une structure financière solide, Trigano aborde les prochaines années avec une ambition inchangée.

A court terme, les efforts nécessaires seront faits pour redresser la situation de la business unit de Sprendlingen. Cette entreprise dispose d'un fonds de commerce peu affecté par les événements récents et devrait bénéficier en 2007/2008 de la disponibilité de la gamme sur les nouvelles bases roulantes, d'améliorations de sa capacité de production et de l'apport de synergies avec les autres business units. D'une façon générale et pour l'ensemble des marques de camping-cars, les gammes de produits 2008 n'ont connu que des modifications mineures n'impactant pas leur industrialisation et les approvisionnements de composants. L'exercice 2008 devra donc profiter :

- D'un niveau de productivité, en début de saison, supérieur à ce qui est connu habituellement, permettant la mise en place anticipée de la nouvelle gamme de produits dans les réseaux de distribution.
- D'une amélioration sensible de la qualité et donc de la réduction des coûts de non-qualité.
- D'un volume de vente de camping-cars, caravanes et remorques sensiblement augmenté.
- D'une maîtrise des coûts de la composante matière des prix de revient.
- D'un rééquilibrage du mix produits/pays permettant d'améliorer la marge moyenne.
- Des améliorations de la rentabilité de certaines business units ayant souffert des perturbations de 2007 à divers titres (Quintin et Grimsby).
- De la dynamique de redressement entreprise par l'activité matériel de jardin.

A moyen terme, Trigano suivra toutes les opportunités d'améliorer sa position sur ses marchés majeurs, tant par des programmes de développement organique que par des opérations de croissance externe. Ses capacités de financement devraient être augmentées par la réduction progressive de son besoin en fonds de roulement.

## ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

### Structures d'animation et de contrôle :

Les comités de direction et les comités transversaux qui animent les différentes business units ont fonctionné de façon satisfaisante. Leurs compositions n'ont pas donné lieu à des modifications majeures.

### Evolution des effectifs

L'effectif moyen a progressé de 3% par rapport à l'exercice précédent. Au 31 août 2007, Trigano employait 4 314 personnes contre 4 087 un an plus tôt.

L'apport de la croissance externe a été modeste : 30 personnes ont rejoint Trigano suite à l'acquisition de la société Grove Products Ltd.

L'effectif employé dans les pays à plus faible coût de main d'œuvre a progressé plus rapidement qu'ailleurs. Ainsi, au 31 août, 6,2% de l'effectif total travaille dans les unités polonaise et tunisiennes de Trigano. La progression des effectifs a été également importante en Espagne (+32,4%) en raison du développement des productions de l'usine de Peñíscola. En France, l'effectif moyen a progressé de 1,2% en 2007 en dépit des mesures de restructuration qui ont affecté les usines de matériel de jardin et de matériel de camping.

Le personnel reste majoritairement masculin, même si le nombre de femmes employées par Trigano progresse : elles représentent 33,1% de l'effectif contre 32,9% l'an dernier.

La part de l'effectif affectée aux opérations de production a progressé pour atteindre 61,8% (61,3% en 2006). En revanche, la fonction administrative a vu sa part relative décroître (6,6% de l'effectif pour 7,1% en 2006). Enfin, les emplois en recherche et développement progressent pour représenter 3,3% de l'effectif global au 31 août 2007.

La gestion de l'effectif tient compte de la saisonnalité de l'activité de certaines business units, ce qui explique l'utilisation de contrats à durée déterminée (267 au 31/08/07) et de salariés intérimaires (243 au 31/08/07). Les dépenses d'intérim ont représenté 7,8% de la masse salariale en 2007 (7,3% en 2006).

Le taux d'absentéisme a régressé à 7,1% (8,3% en 2006).

Le turn-over de l'effectif, hors intérim, est resté stable par rapport à 2006 (841 entrées et 708 départs). Le niveau élevé des départs s'explique principalement par les fins de contrats à durée déterminée (324). Les démissions (191) ont concerné moins de 4% de l'effectif global.

L'âge moyen du personnel (40 ans) et son ancienneté moyenne (6,9 ans) traduisent sa fidélité à l'entreprise.

Les dépenses de formation, hors salaires des personnes concernées, ont représenté 0,4% de la masse salariale.

Les heures supplémentaires (153 235 heures) sont en légère croissance et ont engendré une charge de 2,2 M€.

### Nomination de nouveaux administrateurs

L'assemblée générale du 8 janvier 2007 a voté la nomination de deux nouveaux administrateurs :

M. Guido Carissimo, (50 ans) de nationalité italienne, est diplômé de l'Université Bocconi à Milan et de l'Université de Boston aux Etats-Unis. Après une carrière chez Pirelli (15 ans), puis à la tête de Trigano SpA (6 ans), il exerce actuellement une activité de gestion de fonds de Private Equity.

M. Michel Roucart (58 ans) est diplômé de HEC et Expert Comptable. Après une carrière chez Arthur Andersen, puis chez Ernst & Young, où il a pu allier conseil à haut niveau et audit, il exerce une activité immobilière privée.

Ces nominations ont permis de renforcer les Comités du Conseil qui comprennent désormais chacun trois membres.

### Rémunérations et fonctions des administrateurs

Les montants des rémunérations versées à ses administrateurs par Trigano et les sociétés contrôlées sont détaillés ci-après :

#### Monsieur François Feuillet :

	2007	2006
Salaire fixe	427 300	385 900
Salaire variable	0	0
Avantages en nature	4 911	4 911
Jetons de présence	101 112	101 057
<b>Total</b>	<b>533 323</b>	<b>491 868</b>

#### Madame Marie-Hélène Feuillet :

	2007	2006
Salaire fixe	209 750	229 750
Salaire variable	22 000	20 000
Avantages en nature	2 556	2 576
Jetons de présence	61 432	59 388
<b>Total</b>	<b>295 738</b>	<b>311 714</b>

#### Monsieur Jean Ducroux :

	2007	2006
Jetons de présence	17 000	16 000

#### Monsieur François Baleyrier :

	2007	2006
Jetons de présence	26 250	26 850



**Monsieur Michel Barbier (jusqu'en janvier 2007) :**

	2007	2006
Jetons de présence	24 750	22 750

**Monsieur Guido Carissimo (depuis janvier 2007) :**

	2007
Salaire variable	13 710
Avantages en nature	1 806
Jetons de présence	13 330
<b>Total</b>	<b>28 846</b>

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne disposent d'aucun programme d'intéressement calculé sur le chiffre d'affaires ou sur la rentabilité de Trigano et/ou de ses filiales. Ils n'ont pas bénéficié des plans d'options de souscription d'actions que vous avez autorisés.

Le salaire de Monsieur François Feuillet est entièrement fixe et celui de Madame Marie-Hélène Feuillet comporte une rémunération variable pouvant atteindre 30 000 € par an.

Madame Marie-Hélène Feuillet et Monsieur François Feuillet ne bénéficient d'aucun plan de retraite spécifique ; aucune indemnité n'est prévue en leur faveur en cas de départ de l'entreprise pour quelque cause que ce soit.

Par ailleurs, la liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice par les administrateurs de votre société vous est communiquée en annexe (Article L. 225-102-1 du Code de Commerce).

## GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est intégrée à la gestion opérationnelle de Trigano avec une approche pragmatique répondant à la diversité des risques potentiels. Certains risques sont traités au niveau de la direction générale (risques environnementaux, financiers, juridiques et pénaux, ainsi que tout risque susceptible de porter atteinte aux fondements de notre activité), d'autres sont appréhendés à la fois au niveau de la direction générale et au niveau local (risques industriels, risques fournisseurs et clients).

Les business units disposent à ce titre d'une large autonomie pour définir et mettre en œuvre des plans d'actions destinés à identifier, prévenir et traiter les principaux risques. Les risques globaux du ressort de la direction générale sont revus régulièrement et des mesures sont prises pour en atténuer les conséquences éventuelles. Plusieurs procédures, formalisées, ont été mises en œuvre pour uniformiser, au sein des business units, les diligences à entreprendre.

La politique générale d'assurance de Trigano repose sur le principe de couverture des risques opérationnels pouvant avoir des conséquences significatives pour l'entreprise, les risques statistiques n'étant pas assurés.

Des programmes internationaux d'assurance centralisés au niveau du groupe permettent d'avoir des niveaux de garantie homogènes et d'éviter des éventuelles insuffisances de couverture.

### Risques particuliers liés à l'activité

#### Risque d'évolution des législations limitant l'usage des véhicules de loisirs

L'intérêt de la clientèle pour le camping-car est, pour partie, la conséquence de la liberté d'utilisation de ces véhicules sur l'ensemble du territoire européen. Par ailleurs, le niveau du marché est fortement corrélé à la capacité d'utilisation gratuite du camping-car pendant un nombre élevé de nuits. Aujourd'hui, plusieurs facteurs risquent de restreindre ces libertés. En particulier une législation plus restrictive sur le stationnement des camping-cars dans les zones hautement touristiques, des limitations de vitesse ou un accès plus difficile aux centres villes pour des motifs liés à la lutte contre la pollution auraient un effet négatif sur le marché, donc sur l'activité de Trigano. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics des différents pays européens, sensibilisés à l'importance du phénomène camping-car et à son impact positif sur l'économie touristique, agissent avec circonspection et proposent, lorsque des mesures sont prises, des solutions politiques de nature à assurer un usage raisonné du véhicule dans les zones concernées. Trigano œuvre au niveau de chacun des grands marchés ainsi qu'au niveau européen dans le cadre des organisations professionnelles pour promouvoir une évolution des législations concernées favorable au développement du parc de camping-cars.

#### Risque climatique

Les activités matériel de camping et de jardin sont affectées de façon significative en cas de conditions climatiques défavorables au printemps et en été. Compte tenu de la faible contribution des ces activités aux résultats de Trigano, aucun programme de réduction de ce risque n'est mis en œuvre.

## Risques opérationnels

Trigano est confronté à un certain nombre de risques opérationnels. Afin d'atténuer l'exposition à ces risques, et en complément des programmes de couverture souscrits auprès des assurances, certaines procédures ad hoc ont été mises en œuvre.

### Risques liés à la production

Les sites de Tournon-sur-Rhône (France) et San Gimignano (Italie) représentent chacun environ un tiers des productions de camping-cars de Trigano, d'où un risque majeur de dépendance à ces deux unités de production. Afin de réduire cette exposition, il a été décidé que la production sur ces deux sites n'augmenterait que de façon marginale. La croissance des marques concernées est dorénavant assurée par les fabrications réalisées sur les nouvelles lignes de montage installées dans les usines de Peñíscola (Espagne) et de Sablé-sur-Sarthe (France), opérationnelles respectivement depuis mai 2005 et mars 2006. En 2007, ces deux nouvelles lignes de montage ont permis de fabriquer 1 900 camping-cars. Par ailleurs, les capacités de production de côtés de camping-cars sont progressivement augmentées sur l'ensemble des sites d'assemblage de façon à les rendre autonomes.

### Risques liés à la distribution

Le risque clientèle est limité par une dispersion des distributeurs dont aucun ne représente plus de 2% du chiffre d'affaires consolidé. Une couverture d'assurance garantit en outre l'indemnisation des pertes d'exploitation consécutive à la perte de chiffre d'affaires d'un distributeur, résultant d'un sinistre de type incendie, dans une limite de 5 M€ par an. De plus, un programme d'assurance crédit couvre les créances sur les distributeurs dans les pays où l'expertise de la direction financière de Trigano n'est pas jugée suffisante pour gérer le risque. La connaissance financière des distributeurs est complétée par un système d'information financière et de rating.

### Risques environnementaux

Trigano a poursuivi ses actions d'amélioration de la gestion des impacts de ses activités sur l'environnement.

Les consommations d'eau et d'énergies sont cette année en baisse significative malgré la hausse des volumes de production. Les réductions sont la conséquence d'une prise de conscience des business units qui ont pris des mesures pour optimiser et réguler en particulier leurs systèmes de chauffage.

La consommation des produits toxiques qui avait fortement baissé avec l'utilisation de produits moins nocifs pour l'environnement les années précédentes (- 39,9 % en 2006) a légèrement progressé avec en particulier un changement de process industriel en Allemagne :

Eau : 83,0 milliers de m <sup>3</sup>	- 5,6%
Gaz : 27,0 GWh	- 18%
Electricité : 19,8 GWh	- 2,8%
Produits toxiques : 531,7 t	+ 4,8%

La dernière tranche des investissements démarrés en 2004 sur le site principal de Tournon-sur-Rhône (Ardèche), a été réalisée en 2007 avec la mise en place de la quatrième ligne d'encollage par colle polyuréthane, produit non toxique et très faiblement émetteur de composés organiques volatiles (COV).

L'investissement sur le site de Quintin (Côte d'Armor), d'une nouvelle ligne d'encollage par colle polyuréthane a également été réalisé pour supprimer sur ce site tout usage de colle néoprène.

Aucune provision n'a été constituée et aucune indemnité n'a été versée au cours de l'exercice au titre des risques en matière d'environnement.

- Traitement des déchets et investissements pour prévenir leurs impacts sur l'environnement

Grâce au développement du tri et à celui de la valorisation externe des déchets et malgré l'augmentation des volumes de production, le coût global de traitement des déchets (déchets industriels spéciaux et déchets industriels banaux) affiche une baisse de 5,9% à 1,1 M€.

Les investissements réalisés par Trigano pour limiter les conséquences de ses activités sur l'environnement se sont élevés à 1,0 M€ pour l'exercice 2007. Ils concernent les nouvelles lignes d'encollage mentionnées ci-dessus, ainsi que la mise en place de systèmes d'insonorisation par caissons d'aspiration.

- Installations classées pour la protection de l'environnement

Plusieurs sites français sont soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La fermeture du site classé de Breteuil (Oise) est en cours. Ce site, dont l'activité a été arrêtée en décembre 2006, a été dépollué par extraction de 210 tonnes de terre pour un coût de 44 k€.

Concernant l'abandon du site classé de Tournon-sur-Rhône (Ardèche), les études et expertises réalisées depuis 2000 dégagent TRIGANO de toute responsabilité quant à la pollution par métaux lourds.

L'arrêté préfectoral de 2005 mettant à notre charge des dépenses de dépollution a été annulé par le Tribunal Administratif de Lyon en mai 2007.

- Protection de l'environnement

Les marques de camping-cars CI et Roller Team, produites sur le site de San Gimignano (Italie), déjà certifié Iso 14001, ont obtenu le label « Green Home », concernant les équipements internes des camping-cars et témoignant de l'engagement de Trigano dans la sauvegarde de l'environnement.

### Risques fournisseurs

Certains fournisseurs présentent un risque majeur du fait de leur spécificité et de leur importance. Les mesures prises par Trigano pour limiter ce risque (clauses de « business interruption », couvertures d'assurances spécifiques, etc..) se sont avérées insuffisamment efficaces en cas de changement simultané des bases roulantes par les constructeurs automobiles. Trigano mettra en œuvre en 2008 un programme spécifique de réduction du risque fournisseurs comprenant notamment l'intensification de sa politique de diversification des sources d'approvisionnement de certains composants clés, la multiplication des audits chez les fournisseurs et la poursuite de l'intégration de la fabrication de composants sensibles (en particulier les pièces polyester).

### Risques informatiques

La Direction Informatique et Organisation coordonne la démarche de réduction des risques informatiques et de déploiement du nouveau système intégratif de gestion, source à terme de convergence des systèmes d'informations.

Pour maîtriser les risques informatiques, Trigano a mis en œuvre plusieurs solutions:

- répartition du système d'information sur plusieurs sites physiquement séparés pour diminuer l'impact d'un sinistre éventuel
- redondance des systèmes (AS400) et des réseaux permettant un secours immédiat ou une reprise d'activité dans les 24 heures
- sauvegardes journalières totales stockées hors site et tests de restauration pluriannuels.

## Risques financiers

Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni où Trigano réalise 12,5% de ses ventes) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar, Yen ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant à un niveau proche de celui retenu pour le budget les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans chacune des trois monnaies principales (Livre Sterling, Dollar et Yen).

Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty Polonais et le Dinar Tunisien car l'enjeu est jugé acceptable par Trigano.

Les taux de financement sont pratiquement totalement variables y compris pour les contrats de crédit-bail immobilier. Aucune couverture de taux n'a été effectuée.

Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et par l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

La sensibilité aux fluctuations du cours des matières premières (acier, bois, aluminium) est atténuée par le fait que le Groupe utilise des produits transformés qui incorporent ces matières premières.

## Politique d'assurance

Le groupe dispose de contrats d'assurance auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables. Les principales garanties sont les suivantes :

Compagnie d'assurance	Nature de l'assurance	Garanties principales	Capitaux assurés au 01/09/2007
AIG (Etats Unis) ROYAL SUN ALLIANCE (Royaume Uni)	Dommages aux biens et pertes d'exploitation	Dommages aux biens : dans la limite de 80 M€ par sinistre sauf en biens sur parc : 20 M€ et site de Tournon : 100 M€  Pertes d'exploitation : dans la limite de 80 M€ par sinistre et site de Tournon : 100 M€	524 M€  231 M€
AIG (Etats Unis)	Responsabilité civile	Exploitation : - tous dommages - pollution accidentelle - pollution graduelle et accidentelle  Après livraison : - tous dommages - dont frais de retrait, dépose et repose	20 M€ par sinistre 3 M€ par an 4,6 M€ par sinistre et par an  40 M€ par an 3 M€ par an
CHUBB (Etats Unis)	Responsabilité des mandataires sociaux	Litiges mettant en cause les mandataires sociaux et les préposés	10 M€ par an
CHUBB (Etats Unis)	Garantie fraude	Fraudes commises par les préposés ou les tiers	5 M€ par sinistre
GENERALI (Italie)	Flotte automobile (parc France)	Dommages aux tiers Tous dommages pour véhicules de moins de 2 ans	Parc de 188 véhicules
ZURICH (Suisse)	Flotte locative camping-cars	Dommage aux tiers : dommages corporels dommages matériels	Illimités 100 M€ par sinistre

## Sinistres

Trigano avait connu une faible sinistralité au cours de l'exercice 2006. Le 26 juin 2007, une inondation importante ayant frappé l'est du Royaume Uni a entraîné des dégâts importants sur le site d'Immingham endommageant des stocks et rendant totalement impropres à la vente 86 camping-cars qui étaient prêts à être livrés.

Le sinistre a fait l'objet d'une évaluation provisoire des dommages directs à 2 M€, non inclus le chiffrage de la perte d'exploitation.

Un acompte de 830 k€ a été versé par les assureurs en novembre 2007.

## Risques juridiques et fiscaux

Aucun litige présentant un enjeu financier matériel n'est connu à ce jour. Trigano fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux dans les différents pays où sont implantées ses filiales ; ces contrôles n'ont pas donné lieu à des redressements importants.

## Autres risques

Trigano estime ne pas être exposé à des risques politiques majeurs du fait de son implantation géographique en Europe et en Tunisie.

Par ailleurs, les engagements de retraite ne comportent que des engagements strictement conformes aux législations nationales et, au Royaume-Uni, que des engagements à cotisation définie.

## Primes d'assurances

Le montant des primes d'assurance versées au titre de l'exercice 2006/2007 se monte à 1,7 M€ TTC, soit 0,18 % du chiffre d'affaires.

Le sinistre inondation a entraîné une majoration du tarif de 8 % à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2007 pour la police dommages aux biens et pertes d'exploitation (impact annuel de 48 k€). Ce programme continue à être assuré par AIG et ROYAL SUN ALLIANCE avec les garanties et franchises maintenues à l'identique.

Les autres contrats d'assurance ont bénéficié d'une faible sinistralité et de tarifs de renouvellement en baisse variant entre 10 et 17% selon les contrats.

## COMPTES SOCIAUX

Le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 35,3 M€ (26,0 M€ en 2006) :

	2007	2006
Résultat d'exploitation	3,5	(1,7)
Résultat financier	33,0	29,6
Résultat exceptionnel	(0,2)	(0,8)
Impôt sur les bénéfices	(1,0)	(1,1)
Bénéfice	35,3	26,0

Grâce à la progression des produits liés à l'activité commerciale des filiales (redevances de marques et commissions de donneur d'ordre) et à l'absence de dépréciations de créances (qui avaient affecté les comptes de l'exercice précédent à hauteur de 3,2 M€) et en dépit de l'octroi d'une subvention d'équilibre à Résidences Trigano (1,3 M€ contre 0,7 M€ en 2005/2006), le résultat d'exploitation augmente de 5,2 M€ pour atteindre 3,5 M€.

La perception de dividendes à hauteur de 32,9 M€ (27,0 M€ en 2005/2006) permet d'enregistrer un résultat financier positif de 33,0 M€.

Compte tenu d'une charge d'impôt sur les sociétés de 1,0 M€, le résultat net s'établit à 35,3 M€.

Les principales variations des postes du bilan concernent l'acquisition d'actifs immobiliers pour 6 M€ (principalement site de Hyde et agrandissement de l'usine de Grimsby (Royaume Uni)), de titres pour 8,6 M€, et l'augmentation des avances de trésorerie consenties aux filiales pour 10,6 M€. En revanche, les valeurs mobilières de placement et les disponibilités (1,5 M€ contre 14,1 M€ au 31 août 2006) ainsi que les dettes financières (24,3 M€ contre 32,8 M€ au 31 août 2006) diminuent de façon sensible.

### Conséquences environnementales de l'activité sociale

Les dispositions légales font obligation à la société Trigano de donner des informations relatives aux conséquences de son activité sur l'environnement. La société Trigano (holding) n'a pas une activité ayant des conséquences notables sur l'environnement et n'est donc pas concernée par cette obligation.

### Prises de participation dans les sociétés françaises

Trigano a procédé au rachat de participations qui étaient détenues par des minoritaires dans ses filiales, à hauteur des proportions suivantes :

Mécanorem (6%), Riviera France (3,5%), Caravanes La Mancelle (16,35%), Périgord Véhicules de Loisirs (16%) et Trois Soleils (10%). Trigano a également procédé à la création de la société HTD Participations qu'elle détient en totalité.

## ACTIVITÉ BOURSIERE

Durant l'exercice, le titre a évolué de la façon suivante :

	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Volume de transactions en nombre de titres
09/06	38,80	34,31	1 429 116
10/06	37,59	34,95	991 324
11/06	36,90	33,20	1 192 451
12/06	39,99	33,10	751 815
01/07	39,29	37,24	523 839
02/07	40,56	37,52	560 388
03/07	42,32	37,00	453 372
04/07	43,00	39,81	449 505
05/07	45,72	40,45	615 166
06/07	44,45	42,00	361 464
07/07	39,50	30,37	1 436 973
08/07	36,18	29,98	1 240 610

Dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par les assemblées générales des 9 janvier 2006 et 31 juillet 2007, votre société a affecté une somme de 500 k€ au fonctionnement d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'association française des entreprises d'investissement et approuvée par l'AMF.

Les opérations d'achat et de vente de titres Trigano réalisées pour le compte de votre société ont été les suivantes :

	Achats en milliers d'euros	Ventes en milliers d'euros	Solde mensuel des transactions en nombre de titres
09/06	51	26	726
10/06	43	38	164
11/06	60	41	551
12/06	191	32	4 696
01/07	111	113	-34
02/07	54	129	-1 920
03/07	123	199	-1 883
04/07	86	82	120
05/07	59	72	-294
06/07	99	79	425
07/07	62	26	973
08/07	236	181	1 726

7 550 actions ont été rachetées au cours de l'exercice en vue de leur annulation. Les autres achats et ventes ont été effectués dans le cadre du contrat de liquidité.

Les opérations sur titres déclarées par les dirigeants font apparaître que M. François Feuillet, Président – Directeur Général, Madame Feuillet et Monsieur Baleydière, administrateurs, n'ont procédé à aucune opération sur le titre Trigano au cours de l'exercice.

Monsieur Guido Carissimo, administrateur, a procédé à l'acquisition de 1 000 actions Trigano au titre de l'exercice. Monsieur Jean Ducroux, administrateur, a procédé à l'acquisition de 50 actions au cours de l'exercice. Monsieur Michel Roucart, depuis sa nomination en qualité d'administrateur, a procédé à l'acquisition de 1 072 titres Trigano au cours de l'exercice; par ailleurs, 505 titres ont été acquis par les personnes qui lui sont liées.

Messieurs Jean-Paul Fassinotti, Michel Freiche et Henri Torossian, dirigeants au sens de l'Art L621-18-2 du code Monétaire et Financier, ont procédé à la levée des 2 000 actions qui leur avaient été attribuées dans le cadre du plan d'options de souscriptions décidé par le conseil du 14 novembre 2001.

## COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 AOÛT 2007

	Répartition des actions en %		Répartition droits de vote en %	
	31/08/07	31/08/06	31/08/07	31/08/06
François FEUILLET	53,1	53,1	63,4	63,4
Trigano (autocontrôle)	0,1	0,1	-	-
Salariés	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres	46,7	46,7	36,5	36,5
TOTAL	100	100	100	100

Au cours de l'exercice, les dépassements de seuils suivants ont été déclarés :

- Les fonds gérés par Arnhold and S. Bleichroeder Advisers LLC ont franchi à la hausse le seuil de 5 %, passant à 5,01 % du capital et 3,77 % des droits de vote ;
- La Financière de l'Echiquier a franchi à la hausse le seuil de 5 %, passant à 5,01 % du capital et 3,77 % de droits de vote.

Deux plans d'options de souscriptions d'actions avaient été autorisés par les assemblées générales du 27 avril 2001 et du 26 février 2004. Aucune option n'a été attribuée en cours d'exercice.

Dans le cadre du premier plan, les options attribuées par le conseil le 14 novembre 2001 ont pu être levées entre le 14 novembre 2006 et le 14 novembre 2007. Le conseil du 3 octobre 2007 a ainsi constaté que 27 600 actions avaient été émises dans ce cadre, au 31 août. Le conseil du 22 novembre a constaté, au 14 novembre 2007, l'émission de 9 400 actions. Le conseil a pris acte, dans chacune de ses séances, des augmentations de capital et a, en conséquence, modifié les statuts. Le capital est désormais fixé à 90 157 500,87 euros divisé en 21 179 740 actions.

Les délégations en cours données par l'assemblée pour les augmentations de capital sont les suivantes :

- 1<sup>er</sup> plan, 2<sup>ème</sup> attribution : 48 000 options à 17,65 euros qui pourront être levées entre le 12 janvier 2009 et le 12 janvier 2010 ;
- 2<sup>d</sup> plan, unique attribution : 21 500 options à 20,44 euros qui pourront être levées entre le 26 février 2009 et le 26 février 2010.

Au 31 août 2007, les salariés de la société détenaient 27 631 actions Trigano soit 0,13 % du capital.

## RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 8 JANVIER 2008

Le conseil vous propose de procéder à la distribution d'un dividende brut de 0,55 euro par action, de doter la réserve légale à hauteur de 10% de l'augmentation de capital résultant de la levée des options de souscription d'actions et d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Résultat de l'exercice	€ 35 336 835,14
Majoré du report à nouveau antérieur	€ 224 726,86
Total à affecter	€ 35 561 562,00
Aux comptes suivants :	
Dividendes (0,55 € / action) (*)	€ 11 643 687,00
Réserve légale	€ 15 750,09
Autres réserves	€ 20 000 000,00
Report à nouveau	€ 3 902 124,91
Total affecté	€ 35 561 562,00

(\*) 21 170 340 actions au 31 août 2007

Votre Conseil vous rappelle que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Nb d'actions composant le capital	Dividende		
		Brut	Avoir fiscal	Total
31.08.2004	11 321 067 actions de 4 €	0,60 €	Eligible à l'abattement de 50 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-
31.08.2005	21 142 740 actions	0,50 €	Eligible à l'abattement de 40 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-
31.08.2006	21 142 740 actions	0,55 €	Eligible à l'abattement de 40 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-

Le conseil vous propose également d'attribuer au Conseil d'Administration des jetons de présence pour un montant de 92 000 euros dont 20 000 euros réservés aux quatre administrateurs ayant participé aux comités d'audit et des rémunérations et d'approuver les conventions conclues avec des sociétés ayant des administrateurs communs, conventions faisant l'objet du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Le conseil vous informe que le montant des charges non fiscalement déductibles au titre des articles 39-4 et 39-5 du Code Général des Impôts s'élève à 15 582 euros.

Les mandats de M. François Feuillet, Mme Marie-Hélène Feuillet et M. Jean Ducroux viennent à échéance à l'issue de l'assemblée d'approbation des comptes 2007. Le conseil vous propose de procéder à leur renouvellement.

Le conseil vous propose la modification de l'article 17.2 des statuts afin de le mettre en conformité avec le décret du 11 décembre 2006 qui a supprimé les attestations de blocage de titres antérieurement nécessaires pour la participation aux assemblées générales des actionnaires propriétaires de titres au porteur.

En conclusion de ce rapport, le conseil vous demande d'approuver les comptes tels qu'ils vous sont présentés et de voter les résolutions qui vous sont soumises dans le cadre de l'Assemblée Générale Mixte.

# LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS DURANT L'EXERCICE PAR LES ADMINISTRATEURS

(Article L.225-102-1 du Code de Commerce)

FEUILLET François		Administrateur - Président Directeur Général
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
ARCA CAMPER S.p.A.	SpA	Président du conseil d'administration
AUTOSTAR	S.A.S.	Président
AUTO-TRAIL V.R. Limited	Ltd (Private Limited Company)	Chairman of the board of directors
BENIMAR-OCARSA S.A.	SA de droit espagnol	Président du conseil et Administrateur délégué
C.M.C. FRANCE	S.C.P.	Gérant
CARAVANES LA MANCELLE	S.A.R.L.	Gérant
CIC BANQUE CIO-BRO	S.A.	Administrateur
DELWYN ENTERPRISES Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
DEUTSCHE REISEMOBIL VERMIETUNGS GmbH	GmbH	Gérant
E.T. Riddiough (Sales) Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
ECIM	S.A.S.	Président
EURO ACCESSOIRES	S.A.S.	Président
EUROP' HOLIDAYS	S.A.R.L.	Gérant
GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE FRANCOIS FEUILLET	Groupement Foncier Agricole	Gérant
GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DOMAINE FRANCOIS FEUILLET	Groupement Foncier Agricole	Gérant
GROVE PRODUCTS (CARAVAN ACCESSORIES) Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
LOISIRS FINANCE	S.A. Directoire et Conseil de surveillance	Membre du Directoire
MECADIS	S.A.R.L.	Gérant
MECANOREM	S.A.S.	Président
MECANOREM PRODUCTION	S.A.R.L.	Gérant
MISTERCAMP	S.A.	Président - Directeur Général
MONTUPET	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur
PERIGORD VEHICULES DE LOISIRS	S.A.S.	Président
RESIDENCES TRIGANO	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
RIVIERA FRANCE	S.A.R.L.	Gérant
RULQUIN	S.A.	Président du conseil d'administration
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU CHANOINE DUBOIS	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LILI ONE	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEV ONE	S.C.I.	Gérant
SORELPOL	Sp.z.o.o.	Gérant
TECHWOOD	S.A.R.L.	Gérant
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Président - Directeur Général
TRIGANO BELGIUM bvba	bvba	Gérant
TRIGANO DEUTSCHLAND VERWALTUNGS GmbH	GmbH	Gérant
TRIGANO GmbH	GmbH	Gérant
TRIGANO JARDIN	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
TRIGANO MDC	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
TRIGANO REMORQUES	S.A.S.	Président
TRIGANO S.p.A.	SpA	Président du conseil d'administration
TRIGANO VAN S.r.l.	srl	Président du conseil d'administration
TRIGANO VDL	S.A.S.	Président
TRIO SPORT INTERNATIONAL A/S	A/S	Chairman of the board of Directors
TROIS SOLEILS	S.A.R.L.	Gérant

FEUILLET Marie-Hélène		Administrateur - Directeur Général Adjoint
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
ARCA CAMPER S.p.A.	SpA	Administrateur
AUTOSTAR	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
AUTO-TRAIL V.R. Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
BENIMAR-OCARSA S.A.	SA de droit espagnol	Membre du conseil
C.M.C. DISTRIBUTION France	S.A.S.	Président
CAMPING-CARS CHAUSSON	S.A.S.	Président
DELWYN ENTERPRISES Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
E.T. Riddiough (Sales) Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
EURO ACCESSOIRES	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
GROVE PRODUCTS (CARAVAN ACCESSORIES) Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director



<b>FEUILLET Marie-Hélène</b>		<b>Administrateur - Directeur Général Adjoint</b>
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
LOISIRS FINANCE	S.A. Directoire et Conseil de surveillance	Président du conseil de surveillance
MISTERCAMP	S.A.	Administrateur
OUEST VDL	S.A.S.	Président
RESIDENCES TRIGANO	S.A.S.	Président
S.C.I. C.M.C.	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE L AMIRAL LEBRETON	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU COLONEL PETIT	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU PRESIDENT ARNAUD	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DU PROFESSEUR PARMENTIER	S.C.I.	Gérant
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DUCHESSE DE MIRABEL	S.C.I.	Gérant
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur
TRIGANO JARDIN	S.A.S.	Président
TRIGANO MDC	S.A.S.	Président
TRIGANO PARTICIPATIONS	S.A.S.	Président
TRIGANO REMORQUES	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
TRIGANO S.p.A.	SpA	Administrateur
TRIGANO VAN S.r.l.	srl	Administrateur
TRIGANO VDL	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
TRIO SPORT INTERNATIONAL A/S	A/S	Vice Director

<b>BALEYDIER François</b>		<b>Administrateur</b>
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
AUTOSTAR	S.A.S.	Membre du comité de surveillance
LOISIRS FINANCE	S.A. à directoire et conseil de surveillance	Représentant de TRIGANO, membre du conseil de surveillance
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur, membre du comité d'audit et des comptes et membre du comité des rémunérations et des nominations
TRIGANO JARDIN	S.A.S.	Président du comité de surveillance
TRIGANO MDC	S.A.S.	Membre du comité de surveillance

<b>CARISSIMO Guido</b>		<b>Administrateur</b>
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
ARCA CAMPER S.p.A.	SpA	Administrateur
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur et membre du comité des rémunérations et des nominations
TRIGANO S.p.A.	SpA	Administrateur

<b>DUCROUX Jean</b>		<b>Administrateur</b>
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
CAMERON FRANCE HOLDING	SAS	Membre du Conseil de Surveillance
COGNETAS FRANCE INVESTMENTS Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
COGNETAS ACQUISITION Limited	Ltd (Private Limited Company)	Director
COGNETAS SA	S.A.	Président et Directeur Général
FOUNTAIN INDUSTRIES EUROPE	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur, Président du comité des rémunérations et des nominations et membre du comité d'audit et des comptes
TOKHEIM Group	SAS	Membre du Conseil de Surveillance

<b>ROUCART Michel</b>		<b>Administrateur</b>
Sociétés	Forme Juridique	Qualité
TRIGANO	S.A. faisant publiquement appel à l'épargne	Administrateur et Président du comité d'audit et des comptes

# Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et sur les procédures de contrôle interne

## Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Les membres du Conseil sont régulièrement informés des événements majeurs de la vie de l'entreprise. Avant chaque Conseil, ils reçoivent des informations détaillées. Au cours de chaque Conseil, le Président présente un rapport sur l'activité de l'entreprise et les projets majeurs ; ce rapport comprend en particulier un point complet sur les opérations de croissance externe en cours ou envisagées. Le directeur général adjoint chargé de la fonction financière et des systèmes d'information assiste à tous les Conseils auxquels peuvent être conviés selon les thèmes abordés les dirigeants techniquement impliqués dans les décisions ou leur mise en oeuvre.

Afin de préparer ses travaux, le Conseil a créé en son sein deux Comités :

- le Comité des rémunérations et des nominations
- le Comité d'audit et des comptes

Ces comités sont composés majoritairement d'administrateurs indépendants de l'actionnaire majoritaire qui ont un accès direct à l'information désirée auprès des responsables opérationnels salariés. L'élargissement du Conseil décidé par l'Assemblée du 8 janvier 2007 a permis le renforcement des effectifs des comités qui réunissent désormais chacun trois administrateurs.

## Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages alloués aux membres du Conseil

Le comité des rémunérations et des nominations se réunit chaque année afin d'examiner les rémunérations et avantages alloués au Président du Conseil. Dans ce cadre, il s'appuie sur des études comparatives publiées par des experts indépendants. Il émet un rapport de préconisations qui est présenté au Conseil. Après en avoir débattu, le conseil fixe les montants de rémunération et avantages alloués au Président, celui-ci ne prenant pas part au vote.

Sur proposition du Conseil, l'Assemblée Générale fixe le montant des jetons de présence attribués aux administrateurs. Le Conseil détermine chaque année les modalités de répartition des jetons de présence entre ses membres en veillant à ce que les administrateurs membres des Comités du Conseil perçoivent une rémunération spécifique pour leur travail au sein de ces Comités.

## Procédures de contrôle interne

### Gestion des risques

L'inventaire des principaux risques auxquels est confrontée l'entreprise et la description de leur mode de gestion font l'objet d'un chapitre du rapport de gestion. Les risques globaux sont appréhendés au niveau du comité de direction mais sont aussi quantifiés pour chaque business unit par les responsables.

### Objectifs et limites du contrôle interne

L'objectif du système de contrôle interne de Trigano est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise, en particulier dans les domaines juridique, comptable et financier.

Les procédures mises en place donnent une assurance raisonnable, mais en aucun cas une garantie, que les risques sont totalement éliminés.

La taille relativement modeste de certaines business units risque de limiter le contrôle sur des opérations de faible montant. Trigano a, à ce titre, rédigé et diffusé un manuel des procédures minimum de contrôle interne qui a permis une auto-évaluation des systèmes de contrôle interne des business units. Les plans d'actions mis en œuvre afin d'améliorer le contrôle interne des petites structures sont supervisés par l'équipe d'audit interne de Trigano.

### Organisation générale

Afin de favoriser le développement de l'entreprise dans un contexte multiculturel, Trigano a adopté depuis plusieurs années une organisation fortement décentralisée. Cette décentralisation est encadrée par des principes et des règles de fonctionnement qui s'appliquent partout dans le groupe. En particulier, un code éthique précise les règles d'action et de conduite que doivent suivre les membres du personnel de l'ensemble des business units de Trigano dans l'exercice de leur activité professionnelle.

Des délégations de pouvoir sont consenties aux dirigeants des filiales pour la plupart des opérations courantes. Ils bénéficient ainsi d'une large autonomie pour définir et mettre en œuvre des programmes d'actions destinés à identifier, prévenir et traiter les principaux risques.

Demeurent sous le contrôle exclusif des membres du Comité de Direction de Trigano :

- les acquisitions et cessions de sociétés,
- les investissements d'un montant supérieur à 30 000 €,
- l'ouverture de comptes bancaires et les délégations de signatures,
- les négociations d'emprunts et de concours bancaires,
- la validation des contrats importants ou engageant une ou plusieurs filiales pour une période pluriannuelle,
- la gestion du parc immobilier,
- la gestion des assurances,
- l'embauche et la rémunération des cadres dirigeants.

### **Le dispositif de contrôle interne**

Le système de contrôle interne repose sur un ensemble de procédures administratives et comptables mises en œuvre dans chaque business unit par un responsable comptable et financier rattaché hiérarchiquement au responsable de la business unit et fonctionnellement à la direction financière du groupe.

Ce système vise d'une part, à assurer la fiabilité de l'information financière et comptable mensuelle, et d'autre part, à contrôler l'application de la politique décidée par la direction générale de Trigano.

### **Production de l'information financière et comptable**

L'établissement des comptes consolidés est assuré par la direction comptable de Trigano à partir des liasses saisies par les business units. Celles-ci sont établies conformément aux règles et méthodes prescrites par le groupe recensées dans le manuel de consolidation et le manuel des principes comptables.

Les services contrôle de gestion et audit interne, dont les équipes ont encore été renforcées en 2006/2007, interviennent régulièrement dans les business units pour vérifier la qualité de l'information comptable transmise au groupe.

### **Protection des actifs**

Les dispositifs de protection des actifs mis en place par Trigano sont adaptés à la taille des business units et aux niveaux de risques identifiés. Ils comprennent au minimum les mesures suivantes :

- inventaires physiques périodiques des stocks, des immobilisations et des disponibilités,
- pointage quotidien des comptes bancaires,
- double signature obligatoire pour les paiements supérieurs à un seuil déterminé en fonction de la taille de la business unit.

### **Suivi des opérations**

La direction générale de Trigano s'implique fortement dans le suivi des opérations de chacune des business units. Elle s'appuie pour cela sur les procédures budgétaires et sur un reporting mensuel quantitatif et qualitatif extrêmement développé, transmis préalablement à la tenue de réunions explicatives et prospectives avec les dirigeants des business units concernées.

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ TRIGANO, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Trigano et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2007.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Lyon, le 10 décembre 2007

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Pascal de Rocquigny**

**Ernst & Young Audit**

**Daniel Mary-Dauphin**

## **COMPTES CONSOLIDÉS 2007**

## A - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en milliers d'euros	Note	2007	2006
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>934 630</b>	<b>872 508</b>
Autres produits de l'activité		6 323	9 251
Achats consommés		(654 327)	(572 677)
Charges de personnel	1	(137 645)	(128 841)
Charges externes		(96 865)	(93 510)
Impôts et taxes		(6 960)	(6 408)
Amortissements et dépréciations	2	(15 106)	(9 236)
Variation des stocks de produits finis et d'encours		27 763	(2 082)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>57 813</b>	<b>69 005</b>
Autres produits et charges opérationnels	3	237	(320)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>58 050</b>	<b>68 685</b>
Résultat financier	4	(5 899)	(3 330)
Charge d'impôt	5	(22 079)	(23 835)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	6	1 205	1 062
<b>Résultat net</b>		<b>31 276</b>	<b>42 582</b>
Part du groupe		30 920	41 866
Intérêts minoritaires		357	716
<b>Résultat par action</b>	7	<b>1,48</b>	<b>1,98</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	7	<b>1,47</b>	<b>1,97</b>



## B - BILAN CONSOLIDÉ

### ACTIF

en milliers d'euros	Note	31/08/2007	31/08/2006
Immobilisations incorporelles	8	4 138	3 499
Ecart d'acquisition	9	45 127	41 276
Immobilisations corporelles	10	120 932	111 498
Participations dans les entreprises associées	12	9 392	9 405
Autres actifs financiers	13	1 580	1 670
Actifs d'impôts différés		12 705	6 057
Autres actifs long terme	14	470	1 363
<b>Total Actifs non courants</b>		<b>194 344</b>	<b>174 768</b>
Stocks et en-cours	15	256 132	208 803
Clients et autres débiteurs	16	149 268	122 758
Créances d'impôt		7 203	8 160
Autres actifs courants	17	41 955	25 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	60 145	67 833
<b>Total Actifs courants</b>		<b>514 702</b>	<b>433 544</b>
<b>Total Actif</b>		<b>709 046</b>	<b>608 312</b>

### PASSIF

en milliers d'euros	Note	31/08/2007	31/08/2006
Capital et primes		94 239	93 941
Réserves et résultats consolidés		221 042	201 729
<b>Total Capitaux propres, part du groupe</b>		<b>315 281</b>	<b>295 670</b>
Intérêts minoritaires		866	1 574
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>	19	<b>316 147</b>	<b>297 244</b>
Passifs financiers non courants	22	19 796	35 654
Provisions à long terme	23	12 759	14 346
Passifs d'impôts différés		6 067	4 222
Autres passifs non courants	24	1 030	717
<b>Total Passifs non courants</b>		<b>39 652</b>	<b>54 939</b>
Passifs financiers courants	22	116 565	78 041
Provisions courantes	25	6 713	4 821
Fournisseurs et autres créditeurs	26	170 733	120 675
Dettes d'impôt		13 120	4 272
Autres passifs courants	27	46 117	48 320
<b>Total Passifs courants</b>		<b>353 246</b>	<b>256 129</b>
<b>Total Passif</b>		<b>709 046</b>	<b>608 312</b>

## C - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
en milliers d'euros							
<b>Capitaux propres au 31 août 2005</b>	<b>45 284</b>	<b>4 396</b>	<b>(2 356)</b>	<b>217 146</b>	<b>264 470</b>	<b>1 244</b>	<b>265 714</b>
Opérations sur capital	44 716	(455)	2 356	(46 617)	-	-	-
Opérations sur actions propres			(547)		(547)		(547)
Dividendes versés				(10 571)	(10 571)	(236)	(10 807)
Variation des écarts de conversion				355	355	7	362
Résultat de la période				41 866	41 866	716	42 582
Variations de périmètre					-	8	8
Engagements d'achat donnés aux minoritaires					-	(164)	(164)
Autres mouvements (1)				97	97		97
<b>Capitaux propres au 31 août 2006</b>	<b>90 000</b>	<b>3 941</b>	<b>(547)</b>	<b>202 276</b>	<b>295 670</b>	<b>1 574</b>	<b>297 244</b>
Opérations sur capital (2)	117	181			299	93	392
Opérations sur actions propres			(156)		(156)		(156)
Dividendes versés				(11 618)	(11 618)	(385)	(12 003)
Variation des écarts de conversion				(184)	(184)	(1)	(185)
Résultat de la période				30 920	30 920	356	31 276
Variations de périmètre					-	(98)	(98)
Engagements d'achat donnés aux minoritaires					-	(673)	(673)
Autres mouvements (1)				351	351		351
<b>Capitaux propres au 31 août 2007</b>	<b>90 117</b>	<b>4 122</b>	<b>(703)</b>	<b>221 746</b>	<b>315 281</b>	<b>866</b>	<b>316 147</b>

(1) dont contrepartie de la charge liée au coût des options d'achat d'actions : 48 k€ au 31/08/2007 et 48 k€ au 31/08/2006

(2) cf note 19

### Etat consolidé des produits et des charges comptabilisés

Pour les exercices clos au 31 août 2007 et au 31 août 2006.

	31 août 2007	31 août 2006
en milliers d'euros		
Ecart actuariels	308	-
Ecart de conversion	(185)	362
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>123</b>	<b>362</b>
Résultat de l'exercice	31 276	42 582
<b>Total des produits et charges comptabilisés sur la période</b>	<b>31 399</b>	<b>42 944</b>
Dont part du groupe	31 044	42 221
Dont part des minoritaires	355	723

## D - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en milliers d'euros		31/08/2007	31/08/2006
Résultat net		30 920	41 866
Part des minoritaires dans le résultat		357	716
Elimination du résultat net des entreprises associées		(1 205)	(1 062)
Elimination de la charge (produit) d'impôt		22 079	23 835
Elimination des amortissements et provisions		13 362	11 431
Elimination des résultats de cessions d'actifs		(173)	(271)
Elimination des charges (produits) d'intérêt nettes		5 702	3 567
Elimination des produits de dividendes		-	-
Variation du besoin en fonds de roulement (a)		(43 018)	(11 211)
Impôts payés		(17 296)	(26 540)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>10 728</b>	<b>42 331</b>
Incidence des variations de périmètre (b)		(5 478)	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(1 303)	(926)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(27 448)	(19 599)
Acquisition d'actifs financiers		(646)	(603)
Prêts et avances consentis		(257)	(490)
Subventions d'investissement reçues		-	-
Cession d'immobilisations incorporelles		-	-
Cession d'immobilisations corporelles		5 917	4 960
Cession d'actifs financiers		3	5
Remboursements reçus sur prêts		446	277
Dividendes reçus		1 219	221
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (c)</b>		<b>(27 547)</b>	<b>(16 155)</b>
Augmentation de capital		299	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(156)	(547)
Emission d'emprunts		-	306
Remboursement d'emprunts		(11 555)	(19 880)
Intérêts versés		(6 893)	(4 400)
Intérêts encaissés		1 187	816
Variation nette des placements court terme		-	-
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		(11 618)	(10 571)
Dividendes payés aux minoritaires		(387)	(323)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(29 123)</b>	<b>(34 599)</b>
Incidence de la variation des taux de change		(118)	199
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(46 060)</b>	<b>(8 224)</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>		<b>2 671</b>	<b>10 895</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>(43 389)</b>	<b>2 671</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 18)		60 145	67 833
Concours bancaires courants (note 22)		(103 534)	(65 162)

### (a) Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Stocks	(46 653)	(4 070)
Fournisseurs	47 330	3 147
Clients	(23 142)	(13 109)
Autres	(20 552)	2 821
<b>Incidence de la variation de BFR</b>	<b>(43 018)</b>	<b>(11 211)</b>

### (b) Incidence des variations de périmètre

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Trésorerie des sociétés acquises	559	-
Incidence des variations de périmètre	(5 478)	-
Montant des autres actifs et passifs acquis des sociétés acquises :		
Immobilisations	27	-
BFR	884	-
Provisions	-	-

(c) dont acquisitions de filiales et autres unités d'exploitation : 6 748 k€ en 2007, 603 k€ en 2006

dont payées par trésorerie : 100% en 2007, 100% en 2006

## E - INFORMATIONS SECTORIELLES

### 1. Premier niveau d'information : par secteur d'activité

#### 1.1 Comptes de résultats consolidés par secteur d'activité

	2007			
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Opérations interactivités	Total consolidé
en milliers d'euros				
<b>Chiffre d'affaires par activité</b>	<b>825 081</b>	<b>112 529</b>	<b>(2 981)</b>	<b>934 630</b>
Résultat opérationnel avant amortissements et provisions	64 206	9 001	(51)	73 155
Amortissements des actifs sectoriels	(10 814)	(1 684)	-	(12 498)
Provisions y compris dépréciation des écarts d'acquisition	(2 415)	(192)	-	(2 607)
<b>Résultat opérationnel sectoriel</b>	<b>50 977</b>	<b>7 124</b>	<b>(51)</b>	<b>58 050</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	1 205	-	-	1 205

	2006			
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Opérations interactivités	Total consolidé
en milliers d'euros				
<b>Chiffre d'affaires par activité</b>	<b>768 849</b>	<b>106 038</b>	<b>(2 379)</b>	<b>872 508</b>
Résultat opérationnel avant amortissements et provisions	72 981	4 969	(29)	77 921
Amortissements des actifs sectoriels	(8 571)	(1 648)	-	(10 219)
Provisions y compris dépréciation des écarts d'acquisition	496	487	-	983
<b>Résultat opérationnel sectoriel</b>	<b>64 906</b>	<b>3 808</b>	<b>(29)</b>	<b>68 685</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	1 062	-	-	1 062

#### 1.2 Bilans consolidés par secteur d'activité

	2007			
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Opérations interactivités	Total consolidé
en milliers d'euros				
Participations dans les entreprises associées	9 392			9 392
Valeur nette comptable des autres actifs sectoriels	532 363	85 425	(237)	617 551
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>541 755</b>	<b>85 425</b>	<b>(237)</b>	<b>626 942</b>
Passifs sectoriels	207 066	29 708	(453)	236 321
Coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	161 851	38 722	686	201 260
- acquises séparément	161 584	38 722	686	200 993
- acquises par voie de regroupement d'entreprises	267	-	-	267

	2006			
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Opérations interactivités	Total consolidé
en milliers d'euros				
Participations dans les entreprises associées	9 405			9 405
Valeur nette comptable des autres actifs sectoriels	431 014	84 141	(1 333)	513 822
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>440 419</b>	<b>84 141</b>	<b>(1 333)</b>	<b>523 227</b>
Passifs sectoriels	157 323	31 095	(307)	188 111
Coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	144 459	37 443	456	182 358
- acquises séparément	144 459	37 443	456	182 358
- acquises par voie de regroupement d'entreprises	-	-	-	-

## 2. Deuxième niveau d'information : par zone géographique

	2007			
	Union européenne	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total consolidé
en milliers d'euros				
Chiffre d'affaires	913 145	19 233	2 252	934 630
Valeur nette comptable des actifs	626 178	-	764	626 942
Coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	200 459	-	800	201 260
- acquises séparément	200 192	-	800	200 993
- acquises par voie de regroupement d'entreprises	267	-	-	267

	2006			
	Union européenne	Autres pays d'Europe	Reste du monde	Total consolidé
en milliers d'euros				
Chiffre d'affaires	851 955	18 138	2 415	872 508
Valeur nette comptable des actifs	522 675	-	552	523 227
Coût d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	181 734	-	624	182 358
- acquises séparément	181 734	-	624	182 358
- acquises par voie de regroupement d'entreprises	-	-	-	-

## F - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En date du 22 novembre 2007, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Trigano pour l'exercice clos le 31 août 2007. Tant que l'Assemblée Générale n'a pas eu lieu, les états financiers présentés peuvent être modifiés.

### 1 - Présentation de l'émetteur

Trigano est une société anonyme au capital de 90 117 488 € dont le siège social est sis au 100, rue Petit - Paris 19ème, France - immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 722 049 459.

Trigano est la société mère d'un groupe européen spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de véhicules de loisirs et de remorques.

### 2 - Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés au 31 août 2007 de Trigano sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne au 31 août 2007. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'amendement à IAS 19 « Avantages au personnel » (révision limitée de la norme concernant les écarts actuariels, les régimes groupe et les informations à fournir) a été adopté au 1er septembre 2006. Se reporter à la note « 2.4. Changements de méthodes comptables » pour plus de détails.

#### 2.1 Normes et interprétations publiées avant la clôture de l'exercice qui n'ont pas été appliquées par anticipation par Trigano ou qui ne trouvent pas à s'appliquer aux comptes de Trigano

Les amendements à :

- IAS 39, sur l'option juste valeur et la couverture de flux de trésorerie au titre des transactions intra-groupe futures,
- IAS 21, sur les effets des variations des cours des monnaies étrangères,

et les interprétations :

- IFRIC 4, interprétation sur les conditions permettant de déterminer si un accord contient une location,
- IFRIC 5, interprétation relative aux droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au remboursement des coûts de démantèlement et de remise en état des sites,
- IFRIC 6, interprétation relative aux passifs résultant de la participation à un marché spécifique – déchets d'équipements électriques et électroniques,
- IFRIC 7, interprétation sur l'application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 ; information financière dans les économies hyperinflationnistes,
- IFRIC 8, interprétation sur les paiements fondés sur des actions,
- IFRIC 9, interprétation sur le réexamen des dérivés incorporés,

ne trouvent pas à s'appliquer aux comptes au 31 août 2007 de Trigano.

Par ailleurs, Trigano n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations ci-dessous, publiés en 2005, 2006 ou 2007 et applicables de manière obligatoire à une date future :

- La norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », publiée par l'IASB en 2005 et approuvée par l'Union Européenne en janvier 2006, applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2007. La norme remplace les dispositions d'IAS 32 « Instruments financiers: Informations à fournir et présentation » concernant les informations à fournir.
- L'amendement à IAS 1 « Présentation des États Financiers – Informations à fournir sur le capital », applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2007. Cet amendement ajoute des informations à fournir concernant le capital d'une entité. Trigano prévoit d'adopter cet amendement lorsqu'il deviendra applicable. L'impact attendu est limité aux notes annexes des états financiers.
- IFRIC 10, dépréciation d'actifs dans les comptes intermédiaires, publié par l'IASB en 2006 et approuvé par l'Union Européenne en 2007, applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er novembre 2006,
- IFRIC 11, options accordées au sein d'un groupe et actions propres acquises en couverture de plan d'options, applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er mars 2008.



## 2.2 Positions comptables prises par Trigano en l'absence de dispositions spécifiques prévues par les normes

Ces positions comptables sont liées à des problématiques en cours d'analyse par l'IFRIC ou l'IASB. En l'absence de norme ou d'interprétation applicable aux situations décrites ci-dessous, Trigano a utilisé son jugement pour définir et appliquer les positions comptables les plus pertinentes :

- Les acquisitions d'intérêts minoritaires ne sont pas traitées actuellement par le référentiel IFRS, et les réflexions en cours de l'IASB sur la comptabilisation de ce type de transactions s'inscrivent dans le cadre des amendements attendus à la norme IFRS 3 «Regroupements d'entreprises». Aussi, et en l'absence de règles particulières, Trigano a conservé la méthode appliquée selon les textes français. En cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une filiale, la différence entre le prix payé et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis telle qu'elle ressort des comptes consolidés avant l'acquisition, est comptabilisée en tant qu'écart d'acquisition.

- Trigano a donné des engagements d'achats de titres à certains actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale. Conformément à la norme IAS 32, ces engagements sont comptabilisés en «passifs financiers» à leur juste valeur. Cette juste valeur est définie comme étant soit la valeur actualisée du montant fixe attendu, soit la valeur issue des éléments variables intégrant par définition l'effet de l'actualisation. La contrepartie de ces passifs financiers, outre la disparition des intérêts minoritaires correspondants, n'est pas clairement précisée par les normes. Dans l'attente d'une position de l'IFRIC, et après une consultation de place, Trigano a opté pour la comptabilisation en écart d'acquisition de la différence entre la valeur actualisée du prix d'exercice des options et le montant des intérêts minoritaires annulés des capitaux propres. Cet écart d'acquisition est réajusté chaque année de la variation du prix d'exercice des options et de la variation des intérêts minoritaires. Ce traitement, qui serait appliqué si les options étaient exercées aujourd'hui, est celui qui traduit le mieux la réalité de la transaction. Il pourrait cependant être modifié si une interprétation ou une norme venait le remettre en cause à l'avenir.

## 2.3 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, Trigano procède à des estimations et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Trigano revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment :

- le chiffre d'affaires,
- la dépréciation des stocks et des créances douteuses,
- les provisions,
- les engagements de rachat des titres de minoritaires et compléments de prix sur acquisition de sociétés,
- les dépréciations des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition,
- la valorisation des options liées aux plans de souscription d'actions accordés aux salariés,
- les impôts différés,
- les actifs et passifs financiers.

## 2.4 Changements de méthodes comptables

Trigano a appliqué l'amendement à IAS 19 au 1<sup>er</sup> septembre 2006. Est comptabilisée désormais immédiatement en capitaux propres la totalité des écarts actuariels constatés sur l'évaluation des avantages au personnel dans le cadre des régimes à prestation définie.

Le changement de méthode comptable a été traité rétrospectivement conformément aux dispositions transitoires de l'amendement, et les données comparatives ont été retraitées. Ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

## 2.5 Règles de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des sociétés dont le Groupe détient le contrôle directement ou indirectement. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, sont mises en équivalence selon la méthode directe.

Les états financiers consolidés sont en milliers d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de Trigano.

### Regroupement d'entreprises

Lors d'une entrée dans le périmètre de consolidation, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation en IFRS, sont comptabilisés à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition, à l'exception des éventuels actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés à leur juste valeur nette des coûts de sortie. Seuls les passifs identifiables satisfaisant aux critères de reconnaissance d'un passif sont comptabilisés lors du regroupement. Les ajustements de valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions comptabilisées sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertises en cours ou d'analyses complémentaires) sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

Enfin, les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

### Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entité.

Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les produits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

### Date de clôture

A l'exception de Loisirs Finance, dont la date de clôture est fixée pour des raisons réglementaires au 31 décembre, les sociétés du périmètre consolidé clôturent leurs comptes au 31 août.

## 2.6 Information sectorielle

L'organisation de Trigano s'articule autour de deux activités : «véhicules de loisirs» et «équipement des loisirs».

Cette répartition, qui s'appuie sur une double logique produits et circuits de distribution, respecte les critères de définition d'un secteur d'activité selon la norme IAS 14 : une composante distincte qui correspond à la fourniture de produit ou service unique ou de groupes de produits ou services liés ayant les mêmes caractéristiques dans la nature des biens ou des services, dans la nature du processus de production, les mêmes types ou catégories de clients, les mêmes méthodes de distribution et exposée à des risques et à des taux de rentabilité différents des autres composants.

Trigano a défini comme segments de niveau 1 les activités «véhicules de loisirs» et «équipement des loisirs» et comme segment de niveau 2 la répartition par zone géographique.

## 2.7 Conversion des états financiers des filiales et des transactions libellés en devises

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- Les actifs et passifs, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de fin de période.

- Les produits et charges sont convertis en euros au cours de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions en devises sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat en produit ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

## 2.8 Chiffre d'affaires et enregistrement des marges

Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont reconnus lors du transfert des risques et avantages des biens vendus ou des services rendus. Pour les ventes de véhicules de loisirs, ce transfert intervient généralement lors de la mise à disposition des véhicules sur les parcs usines. Les ventes sont comptabilisées pour leur montant net de remises éventuelles, de participations publicitaires et d'escompte pour paiement anticipé.

## 2.9 Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique enregistre les effets des événements intervenus pendant la période comptable qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise (produits et charges de montant significatif, en nombre limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents).

## 2.10 Résultat financier

Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier, des dividendes reçus des sociétés non consolidées, des variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non concernés par la comptabilité de couverture, des résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie, des résultats d'actualisation et des résultats de change portant sur des éléments ne faisant pas partie de l'endettement financier net.

## 2.11 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation.

S'agissant des pertes fiscales, un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que la filiale concernée disposera dans le futur de bénéfices imposables sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle et, conformément à la norme IAS 12, ils ne sont pas actualisés.

## 2.12 Résultat par action

Le résultat par action et le résultat par action dilué ont le même numérateur.

Le résultat par action est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions auto-détenues.

Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions qui rajoute au dénominateur, le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (options), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

## 2.13 Immobilisations

### 2.13.1 Immobilisations incorporelles

#### Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition :

Lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur et valorisés selon les principes comptables du Groupe. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actif et de passif correspondants dont ils suivent les règles comptables propres. L'écart résiduel est comptabilisé en écart d'acquisition s'il est positif, en résultat de la période dans le cas contraire.

Les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Ils sont affectés à des Unités Génératrices de Trésorerie, ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des actifs" ci-après.

#### Autres immobilisations incorporelles :

Les actifs incorporels acquis séparément par Trigano sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et ceux acquis par voie de regroupement d'entreprises à leur juste valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, de coûts de développement des logiciels utilisés en interne, de procédés, marques et brevets.

Les autres immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Les coûts de développement sont capitalisés dès lors que la faisabilité technique, les perspectives de vente et l'évaluation fiable sont assurées. Ils sont amortis sur 5 ans.

### 2.13.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et celles acquises par voie de regroupement d'entreprise à leur juste valeur. Les composants d'une immobilisation sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilisation sont significativement différentes. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien en tenant compte de sa valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Aménagements des terrains	10 à 20 ans
Constructions gros oeuvre	30 à 50 ans
Constructions agencements	15 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 30 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

### 2.13.3 Location financement

Les biens financés dans le cadre de contrats de location-financement sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux à venir au titre de la location.

Les contrats de location sont traités comme des contrats de location-financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la majeure partie des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués, que la propriété des biens soit ou non transférée en fin de contrat.

### 2.13.4 Prix de revient des immobilisations

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Les coûts d'emprunt directement rattachables aux immobilisations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 2.13.5 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

#### Unités génératrices de trésorerie

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) constituent des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Trigano a défini l'UGT comme étant la Business Unit.

### **Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée**

Des tests de dépréciation sont réalisés au minimum une fois par an afin de s'assurer que la valeur comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles non amortissables, affectés à chacune des unités génératrices de trésorerie de l'acquéreur ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie, est au moins égale à la plus élevée de leur juste valeur, diminuée des coûts de vente, et de leur valeur d'utilité appréciée en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF).

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie**

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les indices de perte de valeur retenus sont principalement la constatation d'évolutions significativement défavorables des marchés servis et les modifications importantes des conditions d'utilisation des actifs.

Pour effectuer ce test, les immobilisations sont regroupées en UGT. La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque la valeur comptable est inférieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel.

### **Principaux critères retenus pour l'application de la méthode des flux de trésorerie actualisés**

- Le taux d'actualisation est le coût moyen pondéré du capital.
- La durée de la période explicite est de 5 ans. Les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires, de taux de résultat opérationnel, de taux de croissance du besoin en fonds de roulement et d'investissements retenues sont spécifiques à chaque actif, prenant en compte sa taille et son secteur d'activité.

Une perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition relatif à l'unité génératrice de trésorerie concernée, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif peut être reprise en cas de changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

## **2.14 Actifs financiers**

Les actifs financiers sont composés des prêts et créances et des actifs disponibles à la vente.

A l'exception des actifs évalués à la juste valeur par résultat, les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont enregistrées à leur date de règlement.

**2.14.1 Prêts et créances :** il s'agit des actifs financiers, émis ou acquis par Trigano qui sont la contrepartie d'une remise directe d'argent, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme de montants significatifs non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un tiers.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des concessionnaires de véhicules de loisirs ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste «clients et autres débiteurs» et au passif dans le poste «passifs financiers courants».

Une provision individualisée pour dépréciation est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

**2.14.2 Actifs disponibles à la vente :** ils représentent tous les autres actifs financiers, en particulier les titres de participation dans des sociétés non consolidées. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres jusqu'à ce que l'actif soit vendu, encaissé ou sorti d'une autre manière ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'actif a perdu de la valeur de façon prolongée et significative. Dans ces cas, le profit ou la perte enregistré jusqu'alors en capitaux propres est transféré en résultat.

Les actifs disponibles à la vente font l'objet de tests de dépréciation à chaque arrêté comptable.

Lorsque l'actif disponible à la vente est un instrument de capitaux propres, la dépréciation est définitive. Les variations ultérieures positives de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque l'actif disponible à la vente est un instrument de dette, toute appréciation ultérieure est comptabilisée en résultat à hauteur de la dépréciation antérieurement constatée en résultat.

## 2.15 Stocks et encours

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient, selon la méthode du FIFO - premier entré, premier sorti, ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient s'entend net de remises éventuelles et d'escompte pour paiement anticipé.

Les véhicules destinés à la location sont enregistrés en stock si leur durée d'utilisation prévisionnelle pour cette activité est inférieure à un an. Dans le cas contraire, ils sont enregistrés en immobilisations corporelles.

Les matières premières et composants inactifs sont dépréciés en fonction de leur degré de vétusté, et de leur possibilité de revente ou de réutilisation dans les fabrications futures. Les produits finis, marchandises et pièces détachées font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur réalisable est inférieure à leur prix de revient.

## 2.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme facilement convertibles en un montant connu et présentant un risque négligeable de changement de valeur.

## 2.17 Capitaux propres

### 2.17.1 Instruments de capitaux propres et instruments composés

Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis.

### 2.17.2 Frais de transactions sur capitaux propres

Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

### 2.17.3 Actions propres

Les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est inscrit directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession, nettes d'impôt, n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

### 2.17.4 Paiement en actions

Des options de souscription d'actions peuvent être accordées aux dirigeants et à certains salariés du Groupe. L'avantage accordé est évalué à la juste valeur au moment de l'attribution de l'option et constitue selon la norme IFRS 2 un complément de rémunération. Il est comptabilisé en charges de personnel sur la durée d'acquisition des droits représentatifs de l'avantage consenti.

La juste valeur des options est déterminée en utilisant le modèle de valorisation de Black & Scholes, en fonction des caractéristiques du plan et des données de marché lors de l'attribution et d'une hypothèse de présence des bénéficiaires à l'issue de la période d'acquisition des droits.

## 2.18 Provisions

### 2.18.1 Avantages au personnel

Le groupe participe dans les pays où il est implanté aux régimes légaux accordant des avantages aux salariés. Il s'agit principalement des indemnités dues aux membres du personnel en cas de départ en retraite (France notamment) ou quelle qu'en soit la cause (TFR en Italie). En application de la norme IAS 19, ces engagements envers le personnel sont enregistrés au passif du bilan dans les postes de provisions. Ils sont évalués sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'inflation.

La variation des écarts actuariels sur les avantages au personnel est comptabilisée en capitaux propres.

### 2.18.2 Provision pour garantie

La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques recueillies par type de produits. Le montant actualisé des décaissements futurs est enregistré en fonction de l'échéance prévue en provisions à long terme ou en provisions courantes.

### 2.18.3 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque l'extinction d'une obligation résultant d'un événement passé doit se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour un montant pouvant être estimé de manière fiable. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

## 2.19 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 3 – Périmètre de consolidation

### 3.1 Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Pays	% d'intérêt détenu	
		31/08/2007	31/08/2006
Sociétés consolidées par intégration globale :			
Trigano	France	société mère	société mère
Arca Camper	Italie	88,60	88,60
Arts et Bois	France	100,00	100,00
Atelier Trigano	France	80,00	80,00
Auto Trail VR Ltd	Royaume-Uni	99,67	99,24
Autostar	France	97,10	97,10
Benimar-Ocarsa SA	Espagne	100,00	100,00
C.M.C. Distribution France	France	100,00	100,00
C.M.C. France SCP	France	100,00	100,00
Camping-cars Chausson	France	100,00	100,00
Camping-Profi GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Caravanes La Mancelle	France	100,00	100,00
Clairval	France	100,00	100,00
Delwyn Enterprises Ltd	Royaume-Uni	100,00	100,00
Deutsche Reisemobil Vermietungs GmbH	Allemagne	100,00	100,00
E.T. Riddiough (sales) Ltd	Royaume-Uni	94,00	94,00
ECIM	France	100,00	100,00
Eura Mobil Service GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Eura Mobil GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Euro Accessoires	France	100,00	100,00
Europ'holidays	France	100,00	100,00
European Motorhomes GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Karmann-Mobil Vertriebs GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Mécanorem Production	France	100,00	100,00
Maître Equipement	France	100,00	100,00
Mécadis	France	100,00	100,00
Mécanorem	France	100,00	100,00
Mistercamp	France	69,67	69,67
Ouest VDL	France	100,00	100,00
Périgord VDL	France	100,00	100,00
Résidences Trigano	France	100,00	100,00
Riviera France	France	92,00	89,51
Rulquin	France	100,00	100,00
S.C.I. C.M.C	France	100,00	100,00
S.C.I. de l'Amiral Lebreton	France	93,00	93,00
S.C.I. du Chanoine Dubois	France	60,00	60,00
S.C.I. du Colonel Petit	France	80,00	80,00
S.C.I. du Haut Eclair	France	100,00	100,00
S.C.I. du Président Arnaud	France	80,00	80,00
S.C.I. du Professeur Parmentier	France	80,00	80,00



Sociétés	Pays	% d'intérêt détenu	
		31/08/2007	31/08/2006
S.C.I. Duchesse de Mirabel	France	95,00	95,00
Sorelpol	Pologne	100,00	100,00
Techwood	France	99,90	99,90
Terres Neuves	Tunisie	99,94	99,94
Trigano Belgium	Belgique	100,00	100,00
Trigano BV	Pays- Bas	75,00	75,00
Trigano Deutschland Verwaltungs	Allemagne	100,00	100,00
Trigano Deutschland GmbH & CO KG	Allemagne	100,00	100,00
Trigano GmbH	Allemagne	100,00	100,00
Trigano Jardin	France	100,00	100,00
Trigano MDC	France	100,00	100,00
Trigano Participations	France	100,00	100,00
Trigano Remorques	France	100,00	100,00
Trigano S.p.A	Italie	98,00	98,00
Trigano Service	France	95,00	95,00
Trigano Van	Italie	100,00	100,00
Trigano VDL	France	100,00	100,00
Trois Soleils	France	89,00	79,00
<b>Société consolidée par mise en équivalence :</b>			
Loisirs Finance	France	49,00	49,00
<b>Sociétés sorties du périmètre en 2007 :</b>			
Abak	France	0,00	100,00
S.C.I. du Docteur Legrand	France	0,00	40,00
<b>Sociétés entrées dans le périmètre en 2007:</b>			
Grove Products (Caravan Accessories) Ltd	Royaume-Uni	100,00	0,00
HTD Participations	France	100,00	0,00
Polytex	Tunisie	99,94	0,00

### 3.2 Evolution du périmètre

Le groupe a acquis 100% des titres de la société anglaise Grove le 6 octobre 2006. La quote-part d'actifs nets acquise est de 1,6 M€; elle n'a pas nécessité d'ajustement de juste valeur.

L'écart d'acquisition est ainsi de 4,5 M€. La comptabilisation du regroupement d'entreprises a été déterminée de manière provisoire. Trigano en déterminera la valeur définitive dans le délai d'un an imposé par la norme IFRS 3.

Les principaux impacts au 31 août 2007, sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe qui auraient résulté d'un regroupement ayant pris effet à l'ouverture de la période sont négligeables.

## 4 – Notes sur les comptes consolidés

### 4.1 Notes sur le compte de résultat

#### Note 1 – Personnel

##### Note 1.1 – Charges de personnel

en milliers d'euros	2007	2006
Salaires et traitements	(103 659)	(96 604)
Charges sociales	(29 960)	(28 835)
Charges liées au paiement en actions	(48)	(48)
Autres avantages	(3 978)	(3 354)
<b>Total</b>	<b>(137 645)</b>	<b>(128 841)</b>

##### Note 1.2 – Effectifs du groupe (hors intérimaires) au 31 août 2007

Catégories	2007	2006
Dirigeants	77	79
Cadres	221	225
Etam	898	875
Ouvriers	2 837	2 705
<b>Total</b>	<b>4 033</b>	<b>3 884</b>

#### Note 2 – Amortissements et dépréciations

en milliers d'euros	2007	2006
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	(11 539)	(9 253)
Reprises sur amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles en location financement	(959)	(967)
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(12 498)</b>	<b>(10 220)</b>
Dotations aux dépréciations	(7 859)	(6 824)
Reprises de provisions sur actifs circulants	6 487	8 448
Dotations aux provisions pour risques et charges	(10 240)	(6 521)
Reprises de provisions pour risques et charges	9 004	5 881
<b>Dotations aux provisions nettes des reprises</b>	<b>(2 608)</b>	<b>984</b>
<b>Total</b>	<b>(15 106)</b>	<b>(9 236)</b>

#### Note 3 – Autres produits et charges opérationnels

en milliers d'euros	2007	2006
Résultat de cessions d'actifs	237	261
Retenue à la source - Italie	-	(581)
<b>Total</b>	<b>237</b>	<b>(320)</b>

#### Note 4 - Résultat financier

en milliers d'euros	2007	2006
Intérêts et produits financiers	1 111	1 409
Intérêts et charges financières	(7 396)	(5 267)
Autres produits	1 240	1 061
Autres charges	(733)	(618)
Dotations aux provisions financières	(152)	(47)
Reprises de provisions financières	31	132
<b>Total</b>	<b>(5 899)</b>	<b>(3 330)</b>

#### Note 5 - Charge d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée (22 079 k€) et la charge théorique d'impôts pour les sociétés intégrées globalement (19 754 k€) s'analyse ainsi :

en milliers d'euros	2007	2006
Résultat net	31 276	42 582
Résultat des sociétés mises en équivalence	(1 205)	(1 062)
Résultat des sociétés intégrées globalement	30 071	41 520
Charge d'impôts comptabilisée	22 079	23 835
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>52 151</b>	<b>65 355</b>
Charge théorique d'impôts	19 754	22 498
Différences permanentes	815	(388)
Variation des déficits fiscaux	1 129	1 458
Contribution sociale variation du taux d'IS France	382	267
<b>Total rapprochement</b>	<b>2 326</b>	<b>1 337</b>
<b>Charge d'impôts comptabilisée</b>	<b>22 079</b>	<b>23 835</b>

Au 31 août 2007, le solde d'impôts différés actif s'élève à 12 705 k€ et le solde d'impôts différés passif s'élève à 6 067 k€. Enfin, les éléments non comptabilisés susceptibles de générer des créances d'impôts dans le futur se présentent comme suit :

en milliers d'euros	2007	2006
Déficits fiscaux	7 763	4 376
Amortissements réputés différés	-	-
Différences temporaires	-	-
Moins-values à long terme	-	-

#### Note 6 – Quote-part du résultat des entreprises associées

La quote-part de résultat des entreprises associées correspond entièrement à la quote-part de Trigano dans la société Loisirs Finance.

## Note 7 – Résultat par action

	2007	2006
Actions en circulation	21 170 340	21 142 740
Actions d'autocontrôle	(19 308)	(14 058)
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat net par action</b>	<b>21 151 032</b>	<b>21 128 682</b>

	2007	2006
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat net par action	21 151 032	21 128 682
Nombre de stock-options dilutives	65 400	129 500
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>21 216 432</b>	<b>21 258 182</b>

## 4.2 Notes sur le bilan

### Note 8 – Immobilisations incorporelles

	31/08/2007			31/08/2006		
en milliers d'euros	Brut	Amort. ou Provisions	Net	Brut	Amort. ou Provisions	Net
Concessions, brevets, marques et droits similaires	4 334	(2 686)	1 648	4 175	(2 464)	1 711
Autres immobilisations incorporelles	4 556	(2 066)	2 490	3 674	(1 886)	1 788
<b>Total</b>	<b>8 890</b>	<b>(4 752)</b>	<b>4 138</b>	<b>7 849</b>	<b>(4 350)</b>	<b>3 499</b>

en milliers d'euros	Brut	Amortissements	Net
<b>Au 31/08/2005</b>	<b>7 077</b>	<b>(3 890)</b>	<b>3 187</b>
Variation du périmètre			
Acquisitions de l'exercice	926		
Sorties de l'exercice	(23)	37	
Ecart de conversion	1	(1)	
Dotations de l'exercice		(496)	
Autres mouvements	(132)		
<b>Au 31/08/2006</b>	<b>7 849</b>	<b>(4 350)</b>	<b>3 499</b>
Variation du périmètre			
Acquisitions de l'exercice	1 303		
Sorties de l'exercice	(30)	26	
Ecart de conversion	1	(1)	
Dotations de l'exercice		(419)	
Autres mouvements	(233)	(8)	
<b>Au 31/08/2007</b>	<b>8 890</b>	<b>(4 752)</b>	<b>4 138</b>

## Note 9 – Ecart d'acquisition

	31/08/2007			31/08/2006		
en milliers d'euros	Brut	Dép.	Net	Brut	Dép.	Net
Trigano S.p.A.	25 109	-	25 109	25 789	-	25 789
Auto-Trail	2 117	-	2 117	2 090	-	2 090
Arca Camper	1 837	-	1 837	2 393	-	2 393
Riviera	2	-	2	-	-	-
Caravanes La Mancelle	1 119	-	1 119	839	-	839
Mistercamp	120	-	120	120	-	120
Benimar	4 099	-	4 099	4 099	-	4 099
Périgord VDL	1 363	-	1 363	1 165	-	1 165
Trigano BV	-	-	-	1	-	1
Trigano Deutschland	4 132	-	4 132	4 132	-	4 132
Trois Soleils	208	-	208	-	-	-
Grove	4 473	-	4 473	-	-	-
<b>Véhicules de loisirs (1)</b>	<b>44 579</b>	<b>-</b>	<b>44 579</b>	<b>40 628</b>	<b>-</b>	<b>40 628</b>
ECIM	265	-	265	265	-	265
Delwyn	117	-	117	117	-	117
Mécanorem	166	-	166	266	-	266
<b>Equipeement des loisirs</b>	<b>548</b>	<b>-</b>	<b>548</b>	<b>648</b>	<b>-</b>	<b>648</b>
<b>Total</b>	<b>45 127</b>	<b>-</b>	<b>45 127</b>	<b>41 276</b>	<b>-</b>	<b>41 276</b>
(1) dont liés aux engagements d'achats donnés aux minoritaires	2 777	-	2 777	3 761	-	3 761

en milliers d'euros	
<b>Au 01/09/2005, valeur nette cumulée</b>	<b>41 201</b>
Ecart d'acquisition constatés dans l'exercice	51
Pertes de valeur de l'exercice	-
Effet des variations de change	-
Variation liée aux engagements d'achats donnés aux minoritaires	24
<b>Au 01/09/2006, valeur nette cumulée</b>	<b>41 276</b>
Ecart d'acquisition constatés dans l'exercice	4 860
Pertes de valeur de l'exercice	-
Effet des variations de change	(25)
Variation liée aux engagements d'achats donnés aux minoritaires	(984)
<b>Au 31/08/2007, valeur nette cumulée</b>	<b>45 127</b>

## Note 10 – Immobilisations corporelles

	31/08/2007			31/08/2006		
en milliers d'euros	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	14 396	(603)	13 793	11 973	(539)	11 434
Constructions	74 399	(20 946)	53 453	71 312	(19 452)	51 860
Installations techniques, matériels et outillages industriels	63 379	(32 377)	31 002	55 812	(28 295)	27 517
Autres immobilisations corporelles	35 355	(17 512)	17 843	34 341	(14 726)	19 615
Immobilisations en cours	4 841		4 841	1 072		1 072
<b>Total</b>	<b>192 370</b>	<b>(71 438)</b>	<b>120 932</b>	<b>174 510</b>	<b>(63 012)</b>	<b>111 498</b>

Dont locations financement

	31/08/2007			31/08/2006		
en milliers d'euros	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	1 725	-	1 725	1 725	-	1 725
Constructions	22 093	(7 084)	15 009	22 093	(6 391)	15 702
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 884	(1 592)	292	1 884	(1 500)	384
Autres immobilisations corporelles	1 259	(724)	535	1 259	(550)	709
<b>Total</b>	<b>26 961</b>	<b>(9 400)</b>	<b>17 561</b>	<b>26 961</b>	<b>(8 441)</b>	<b>18 520</b>

en milliers d'euros	Brut	Amortissements	Net
<b>Au 31/08/2005</b>	<b>162 077</b>	<b>(56 255)</b>	<b>105 822</b>
Variation du périmètre			
Acquisitions de l'exercice (1)	20 099		
Sorties de l'exercice (2)	(7 740)	3 017	
Ecart de conversion	94	(50)	
Dotations de l'exercice		(9 724)	
Autres mouvements	(20)		
<b>Au 31/08/2006</b>	<b>174 510</b>	<b>(63 012)</b>	<b>111 498</b>
Variation du périmètre	227	(212)	
Acquisitions de l'exercice (1)	26 927		
Sorties de l'exercice (2)	(9 543)	3 878	
Ecart de conversion	(7)	6	
Dotations de l'exercice		(12 091)	
Autres mouvements	256	(7)	
<b>Total</b>	<b>192 370</b>	<b>(71 438)</b>	<b>120 932</b>

(1) dont camping-cars pour la location : 5 563 k€ en 2005/2006 ; 1 606 k€ en 2006/2007

dont locations financement : 0 k€ en 2005/2006 ; 0 k€ en 2006/2007

(2) dont camping-cars pour la location : 4 143 k€ en 2005/2006 ; 5 251 k€ en 2006/2007

dont locations financement : 0 k€ en 2005/2006 ; 0 k€ en 2006/2007

## Note 11 – Dépréciation d'actifs

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs », les indices de pertes de valeurs, tels que définis dans les « Règles et méthodes comptables », ont fait l'objet d'un suivi au 31 août 2007.

La valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) a été calculée à partir de l'actualisation, aux taux mentionnés ci-dessous, des flux de trésorerie prévisionnels après impôt. Le taux de croissance utilisé est de 1,5% et le taux d'actualisation après impôt retenu est de 9,2%. La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini.

Un examen de la valeur recouvrable des actifs non courants du Groupe a pu être ainsi réalisé. A l'issue de cet examen, aucune perte de valeur n'a été constatée. En particulier, l'analyse du pôle allemand, sur la base du plan prévisionnel, a permis de justifier la valeur des actifs long terme comprenant essentiellement des constructions, les actifs nécessaires à la production et l'écart d'acquisition, ainsi que l'activation des impôts différés au titre des déficits fiscaux. Le taux d'actualisation retenu pour le test réalisé est de 10,3%, tenant compte des spécificités propres à cette UGT.

## Note 12 – Participations dans les entreprises associées

en milliers d'Euros	31/08/2007	31/08/2006
Loisirs Finance	9 392	9 405

### Informations financières résumées

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Produit net bancaire	3 829	3 403
Résultat net	2 459	2 167
Capitaux propres	19 167	19 195
Total bilan	263 841	236 351

Il n'existe pas de passifs éventuels non comptabilisés dans l'entreprise associée.

## Note 13 – Autres actifs financiers

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Prêts	1 250	1 217
Dépôts et cautionnements versés	641	660
Autres	336	332
<b>Montant brut</b>	<b>2 227</b>	<b>2 209</b>
Dépréciation	(266)	(303)
Actualisation	(381)	(236)
<b>Montant net</b>	<b>1 580</b>	<b>1 670</b>

## Note 14 – Autres actifs long terme

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	2 966	3 467
Autres créances - part > 1 an	870	1 514
<b>Montant brut</b>	<b>3 836</b>	<b>4 981</b>
Dépréciation	(3 366)	(3 618)
<b>Montant net</b>	<b>470</b>	<b>1 363</b>

## Note 15 – Stocks et en-cours

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Matières premières	112 519	94 165
En-cours	38 480	13 880
Marchandises	26 730	26 608
Produits finis	87 674	82 287
<b>Montant brut</b>	<b>265 404</b>	<b>216 940</b>
Dépréciation	(9 272)	(8 137)
<b>Montant net</b>	<b>256 132</b>	<b>208 803</b>

## Note 16 – Clients et autres débiteurs

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Avances et acomptes versés	1 547	1 712
Clients et comptes rattachés	151 299	124 120
<b>Montant brut</b>	<b>152 846</b>	<b>125 832</b>
Dépréciation	(3 578)	(3 074)
<b>Montant net</b>	<b>149 268</b>	<b>122 758</b>

## Note 17 – Autres actifs courants

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Personnel	230	237
Etat, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	16 452	7 463
Charges constatées d'avance	6 786	5 058
Autres	18 518	13 261
<b>Montant brut</b>	<b>41 986</b>	<b>26 019</b>
Dépréciation	(31)	(29)
<b>Montant net</b>	<b>41 955</b>	<b>25 990</b>

## Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Sicav monétaires	5 321	19 569
Valeurs mobilières	2	2
Disponibilités	54 822	48 262
<b>Total</b>	<b>60 145</b>	<b>67 833</b>



## Note 19 – Capitaux propres

Le nombre total d'actions ordinaires émises et entièrement libérées au 31 août 2007 est de 21 170 340 avec une valeur nominale de 4,25678 €.

Détail des primes, actions propres et des autres réserves

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Capital (1)	90 117	90 000
Primes (1)	4 122	3 941
Actions propres (2)	(703)	(547)
Réserves stock-options (3)	167	118
Réserves consolidées (4)	221 898	203 370
Ecart de conversion (5)	547	362
<b>Total</b>	<b>316 147</b>	<b>297 244</b>

### (1) CAPITAL ET PRIMES

Création au cours de l'exercice 2006/2007 de 27 600 actions par exercice d'options issues du plan du 14 novembre 2001.

### (2) ACTIONS PROPRES

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée générale, des actions de la société ont été rachetées.

Le Groupe a signé un contrat de liquidité auquel une somme de 500 k€ a été affectée. Au 31 août 2007, le nombre d'actions propres dans le cadre de ce contrat est de 5 955 titres Trigano. Les fonds gérés sont investis dans des parts de FCP monétaires. Ces fonds, respectant les critères définis de classement en équivalents de trésorerie, font partie de la trésorerie nette.

La société a par ailleurs procédé à des rachats directement sur le marché pour un total de 13 353 titres.

Au 31 août 2007, le nombre d'actions propres s'élève à 19 308 représentant 703 k€.

### (3) RÉSERVES STOCK-OPTIONS

Ce compte enregistre l'effet cumulé constaté en contrepartie de la charge d'amortissement des stock-options.

### (4) RÉSERVES CONSOLIDÉES

Ce compte comprend :

- les réserves de la société mère après retraitements de consolidation,
- la quote-part revenant au Groupe des capitaux propres retraités de chacune des filiales diminuée de la valeur des titres détenus par le Groupe et augmentée du goodwill éventuel,
- l'effet cumulé des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs,
- les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente,
- les variations de juste valeur des dérivés dans les opérations de couverture de flux de trésorerie.

### (5) ÉCARTS DE CONVERSION

Ce compte comprend la part revenant au Groupe des écarts de conversion, positifs ou négatifs, liés à l'évaluation au taux de clôture des capitaux propres des filiales étrangères et de la fraction des créances et des dettes faisant partie de l'investissement net dans les filiales étrangères.

## Note 20 - Dividendes

Le Conseil d'Administration a proposé comme distribution relative à l'exercice clos le 31 août 2007 un dividende brut de 0,55 € par action ordinaire. Les états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée générale du 8 janvier 2008.

## Note 21 – Plans d'options de souscription

Deux plans d'options de souscription d'actions ont été autorisés par les Assemblées Générales du 27 avril 2001 et du 26 février 2004 : 54 000 options ont été attribuées dans le cadre du premier plan et 10 750 dans le cadre du second. L'Assemblée Générale du 29 août 2005 a décidé le doublement du nombre d'actions de la société. En conséquence, le nombre d'options de souscriptions d'actions antérieurement attribuées a été multiplié par deux et leur prix d'exercice divisé par deux. Trigano a procédé à l'évaluation des plans d'options attribuées après le 7 novembre 2002 en appliquant la norme IFRS 2. Le montant total constaté en résultat au 31 août 2007 s'élève à 48 k€ de charges comptabilisées en «frais de personnel». Cette charge nette, qui correspond à l'amortissement linéaire sur 5 ans de la juste valeur déterminée lors de l'attribution des options (243 k€), a pour contrepartie une augmentation des capitaux propres pour un montant identique.

	Nombre d'options	Exercées au cours de l'exercice	Annulées	Solde	Prix d'exercice
1 <sup>er</sup> plan					
attribution du 14/11/2001	53 000	27 600	14 500	10 900	10,82
attribution du 12/01/2004	55 000	-	16 500	38 500	17,65
2 <sup>ème</sup> plan					
attribution du 26/02/2004	21 500	-	5 500	16 000	20,44
<b>Total</b>	<b>129 500</b>	<b>27 600</b>	<b>36 500</b>	<b>65 400</b>	

## Note 22 – Passifs financiers

### Passifs financiers non courants

	31/08/2007		31/08/2006	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
en milliers d'euros				
Emprunts à plus de cinq ans	14	796	47	1 315
Emprunts de un à cinq ans	11 055	4 944	23 329	6 043
Autres dettes de un à cinq ans	17		36	
Engagement de rachats de minoritaires (1)	2 950		4 844	
Autres	20		40	
<b>Total</b>	<b>14 056</b>	<b>5 740</b>	<b>28 296</b>	<b>7 358</b>
<b>Total passifs financiers non courants</b>	<b>19 796</b>		<b>35 654</b>	

(1) dont effet d'actualisation : 404 k€ au 31/08/2007 et 283 k€ au 31/08/2006

### Passifs financiers courants

	31/08/2007		31/08/2006	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
en milliers d'euros				
Emprunts à moins d'un an	10 258	1 648	10 503	1 684
Concours bancaires courants	103 899		65 278	
Engagement de rachats de minoritaires	760		576	
Autres emprunts et dettes à moins d'un an				
<b>Total</b>	<b>114 917</b>	<b>1 648</b>	<b>76 357</b>	<b>1 684</b>
<b>Total passifs financiers courants</b>	<b>116 565</b>		<b>78 041</b>	

Les passifs financiers du Groupe ne contiennent aucune clause de défaut (remboursement anticipé) en cas de non-respect, à la date d'arrêté, de certains ratios financiers.

### Détails des emprunts

Les emprunts sont souscrits entièrement auprès de banques et sont à taux variables.

## Note 23 – Provisions à long terme

	31/08/2006	Dotations	Reprises (1)	Reclassement	Ecart Actuariels	31/08/2007
en milliers d'euros						
Provisions pour garantie - part > 1 an	5 800	3 329	(2 008)	(2 503)		4 618
Provisions pour litiges et risques divers	1 407	589	(704)	44		1 336
Provisions pour retraite (2)	7 139	1 060	(933)	2	(463)	6 805
<b>Total</b>	<b>14 346</b>	<b>4 978</b>	<b>(3 645)</b>	<b>(2 457)</b>	<b>(463)</b>	<b>12 759</b>

(1) dont montant utilisé : 3 298 k€

(2) dont effet d'actualisation : 141 k€ au 31/08/2007

Les provisions pour litiges et risques divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale, commerciale ou fiscale.

Trigano participe dans les pays où il est implanté aux régimes légaux accordant des avantages aux salariés. Il s'agit principalement des indemnités dues aux membres du personnel en cas de départ en retraite (France notamment) ou quelle qu'en soit la cause (TFR en Italie).

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des provisions de départ à la retraite en France sont les suivantes :

- taux de rotation du personnel : selon l'historique de l'entité
- table de mortalité : table statistique communément admise
- taux attendu d'augmentation de salaires : selon statistiques de l'entité
- taux d'actualisation : 4,5% au 31/08/2007 ; 3,5% au 31/08/2006
- âge de départ à la retraite : 65 ans, à l'initiative de l'entreprise

## Note 24 – Autres passifs non courants

	31/08/2007	31/08/2006
en milliers d'euros		
Produits constatés d'avance - part > 1 an	941	676
Autres	89	41
<b>Total</b>	<b>1 030</b>	<b>717</b>

## Note 25 – Provisions courantes

	31/08/2006	Dotations	Reprises (1)	Reclassement	31/08/2007
en milliers d'euros					
Provisions pour garantie - part < 1 an	3 130	4 287	(5 330)	2 503	4 590
Provisions pour litiges et risques divers – part < 1 an	1 689	2 021	(1 543)	(44)	2 123
Provisions pour retraite	2			(2)	
<b>Total</b>	<b>4 821</b>	<b>6 308</b>	<b>(6 873)</b>	<b>2 457</b>	<b>6 713</b>

(1) dont montant utilisé : 5 689 k€

Les provisions pour litiges, risques et risques divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), commerciale ou fiscale.

## Note 26 – Fournisseurs et autres créditeurs

	31/08/2007	31/08/2006
en milliers d'euros		
Dettes fournisseurs	170 026	119 447
Dettes sur acquisition d'actifs	707	1 228
<b>Total</b>	<b>170 733</b>	<b>120 675</b>

## Note 27 – Autres passifs courants

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Dettes liées à un plan de continuation - part < 1 an	358	1 215
Avances et acomptes reçus	2 542	1 542
Dettes sociales	23 310	22 032
Dettes fiscales	10 858	13 691
Autres passifs	9 049	9 840
<b>Total</b>	<b>46 117</b>	<b>48 320</b>

## Note 28 - Gestion des risques financiers et instruments financiers

Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar, Yen ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant à un niveau proche de celui retenu pour le budget les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans les monnaies principales. Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty Polonais et le Dinar Tunisien car l'enjeu est jugé acceptable par Trigano.

Conformément aux «Règles et méthodes comptables», les contrats d'achats à terme de devises sont évalués à leur juste valeur à la clôture. Le produit enregistré à ce titre sur la période s'élève à 12 k€.

Par ailleurs, aucun instrument de couverture de taux d'intérêt significatif n'a été utilisé.

Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et par l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

## Note 29 – Engagements hors bilan

### Engagements donnés

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
Cautions données	362	421
Fonds de garantie	421	416
Autres engagements donnés	135	135
<b>Total</b>	<b>918</b>	<b>972</b>

## Note 30 – Cours de conversion des devises employées

	31/08/2007	31/08/2006
<b>Livre Sterling</b>		
Cours de clôture	0,6779	0,6741
Cours moyen	0,6752	0,6852
<b>Zloty polonais</b>		
Cours de clôture	3,8160	3,9398
Cours moyen	3,8370	3,9298
<b>Dinar tunisien</b>		
Cours de clôture	1,7500	1,68
Cours moyen	1,7276	1,60

## Note 31 - Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture qui nécessiteraient de modifier les comptes ou de donner une information complémentaire.

## Note 32 - Information sur les transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- Trigano,
- ses filiales,
- les entreprises associées,
- les membres du Conseil d'Administration.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales.

Les opérations concernant des personnes physiques n'ont pas de caractère significatif.

## Rémunérations des membres du Conseil d'Administration

en milliers d'euros	2007	2006
Salaires	673	636
Charges sociales	317	297
Jetons de présence	244	226
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements en actions	-	-
Autres avantages	9	7
<b>Total</b>	<b>1 243</b>	<b>1 166</b>

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Trigano relatifs à l'exercice clos le 31 août 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Principes comptables

Nous avons examiné les traitements comptables retenus par la société pour la comptabilisation des acquisitions d'intérêts minoritaires et des engagements d'achat d'intérêts minoritaires qui ne font pas l'objet de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et nous nous sommes assurés que les rubriques « 2.2 Positions comptables prises par Trigano en l'absence de dispositions spécifiques prévues par les normes » de la partie « 2 - Règles et méthodes comptables » de l'annexe donnent une information appropriée à cet égard.

La note « 2.8 Chiffre d'affaires et enregistrement des marges » de la partie « 2 - Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose la méthode comptable retenue par le groupe pour reconnaître ses revenus. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de ladite méthode.

### Estimations comptables

Ainsi que décrit dans les notes annexes, lors de l'arrêté de ses comptes, votre groupe est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations (notes 2.13.5 et 11), l'activation des impôts différés liés aux déficits fiscaux (notes 2.11 et 5) et l'évaluation des provisions, en particulier pour garantie (notes 2.18, 23 et 25). S'agissant des actifs cités ci-dessus, votre groupe dispose de budgets, dont les différentes composantes, flux de trésorerie et résultat prévisionnel notamment, sont utilisées pour lui permettre de s'assurer de leur valeur recouvrable.

Pour l'ensemble de ces estimations, nous avons examiné la documentation disponible, apprécié le caractère raisonnable des évaluations retenues et vérifié que les notes annexes aux états financiers donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par le groupe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Lyon, le 10 décembre 2007

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Ernst & Young Audit**

**Pascal de Rocquigny**

**Daniel Mary-Dauphin**

## RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES CONSOLIDÉES

Sociétés	Forme sociale	Siège social	Capital social (en €)	N° immatriculation SIREN
Trigano	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	90 117 488,00	722 049 459 RCS PARIS
Arts et Bois	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	40 000,00	304 515 562 RCS PARIS
Atelier Trigano	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	490 753 399 RCS PARIS
Autostar	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	333 120 434 RCS PARIS
Camping-Cars Chausson	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	378 944 565 RCS PARIS
Caravanes La Mancelle	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10 400,00	378 291 504 RCS PARIS
Clairval	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	320 000,00	339 697 138 RCS PARIS
CMC Distribution France	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	88 877,78	471 501 098 RCS PARIS
CMC France	SCP	100 Rue Petit 75019 Paris	152 449,02	350 707 915 RCS PARIS
ECIM	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	421 257 494 RCS PARIS
Euro-Accessoires	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	2 000 000,00	303 409 742 RCS PARIS
Europ'holidays	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10 000,00	395 134 422 RCS PARIS
HTD Participations	SARL	130 Rte de Lamastre 07300 Tournon/Rhône	3 000,00	498 510 007 RCS ANNONAY
Loisirs Finance	SA*	20 Av. G. Pompidou 92300 Levallois Perret	10 000 000,00	410 909 592 RCS NANTERRE
Maître Equipement	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	400 000,00	310 096 938 RCS PARIS
Mecadis	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	150 000,00	377 989 264 RCS PARIS
Mécanorem	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	550 000,00	312 300 213 RCS PARIS
Mécanorem Production	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	10 000,00	431 784 164 RCS PARIS
Mistercamp	SA	1 Rue Victor Hugo 44400 Reze	330 000,00	431 483 361 RCS NANTES
Ouest VDL	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	500 000,00	483 632 444 RCS PARIS
Périgord Véhicules de Loisirs	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	150 000,00	383 039 880 RCS PARIS
Résidences Trigano	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	40 000,00	378 738 041 RCS PARIS
Riviera France	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	81 600,00	421 648 247 RCS PARIS
Rulquin	SA	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	309 358 273 RCS PARIS
Techwood	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	100 000,00	351 216 759 RCS PARIS
Trigano Jardin	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	7 319 510,71	303 773 923 RCS PARIS
Trigano MDC	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	9 000 000,00	775 735 020 RCS PARIS
Trigano Participations	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	287 200,00	313 897 209 RCS PARIS
Trigano Remorques	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	1 000 000,00	345 039 069 RCS PARIS
Trigano Service	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	60.000,00	398 231 951 RCS PARIS
Trigano VDL	SAS	100 Rue Petit 75019 Paris	7 000 000,00	458 502 838 RCS PARIS
Trois Soleils	SARL	100 Rue Petit 75019 Paris	20 000,00	380 916 114 RCS PARIS
SCI CMC	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	351 437 280 RCS PARIS
SCI de L'Amiral Lebreton	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	423 685 445 RCS PARIS
SCI du Chanoine Dubois	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	7 622,45	389 424 151 RCS PARIS
SCI du Colonel Petit	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	353 602 436 RCS PARIS
SCI Duchesse de Mirabel	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	15 244,90	432 806 685 RCS PARIS
SCI du Haut Eclair	SCI	Le Haut Eclair 72600 Mamers	15 244,90	347 520 835 RCS MAMERS
SCI du Président Arnaud	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	403 103 799 RCS PARIS
SCI du Professeur Parmentier	SCI	100 Rue Petit 75019 Paris	16 000,00	414 374 066 RCS PARIS

\* à directoire et conseil de surveillance.

## COMPTES SOCIAUX

## BILAN ACTIF

En milliers d'euros	31/08/2007			31/08/2006
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	3 723	2 411	1 312	1 345
Avances et acomptes	1 018		1 018	739
	4 741	2 411	2 330	2 084
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	3 537	230	3 307	1 781
Constructions	13 770	2 524	11 246	7 192
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	3 127	2 307	820	870
Immobilisations corporelles en cours	181		181	28
	20 615	5 061	15 554	9 871
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	157 863	933	156 930	116 126
Titres d'autocontrôle	668		668	543
Créances rattachées à des participations	8 750		8 750	33 955
Prêts	112	31	81	74
Autres	38		38	35
	167 431	964	166 467	150 733
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>192 787</b>	<b>8 436</b>	<b>184 351</b>	<b>162 688</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances clients et comptes rattachés	2 991		2 991	1 484
Autres créances	32 430	3 020	29 410	22 050
	35 421	3 020	32 401	23 534
Valeurs mobilières de placement	619		619	11 568
Disponibilités	887		887	2 581
Charges constatées d'avance	210		210	140
Ecart de conversion actif	133		133	111
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>37 270</b>	<b>3 020</b>	<b>34 250</b>	<b>37 934</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>230 057</b>	<b>11 456</b>	<b>218 601</b>	<b>200 622</b>



## BILAN PASSIF (avant répartition)

	31/08/2007	31/08/2006
En milliers d'euros		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	90 117	90 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 121	3 941
<b>Réserves</b>		
Réserves légales	9 000	9 000
Réserves réglementées		
Autres réserves	46 500	32 387
Report à nouveau	225	16
Résultat de l'exercice	35 337	25 951
Subventions d'investissement	147	157
Provisions réglementées	1 135	1 008
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>186 582</b>	<b>162 460</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	248	875
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>248</b>	<b>875</b>
<b>DETTES</b>		
<b>Dettes financières</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 923	32 445
Emprunts et dettes financières divers	355	345
	24 278	32 790
<b>Dettes d'exploitation</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	446	621
Dettes fiscales et sociales	6 815	3 272
	7 261	3 893
<b>Dettes diverses</b>		
Autres dettes	110	509
<b>Produits constatés d'avance</b>	122	95
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>31 771</b>	<b>37 287</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>218 601</b>	<b>200 622</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

	2007	2006
en milliers d'euros		
<b>Produits d'exploitation</b>		
Production de services	8 704	7 335
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>8 704</b>	<b>7 335</b>
Subventions d'exploitation	11	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	1 576	126
Autres produits	3 914	3 064
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>14 205</b>	<b>10 525</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Autres achats et charges externes	3 007	2 655
Impôts, taxes et versements assimilés	641	610
Salaires et traitements	3 045	2 717
Charges sociales	1 279	1 137
Dotations aux amortissements	1 035	888
Dotations aux provisions	133	3 400
Autres charges	1 547	826
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>10 687</b>	<b>12 233</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 518</b>	<b>(1 708)</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT

	2007	2006
en milliers d'euros		
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participations	32 908	26 956
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	441	85
Autres intérêts et produits assimilés	834	1 538
Reprises sur provisions et transferts de charges	111	1 854
Différences positives de change	9	3
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	222	256
<b>Total des produits financiers</b>	<b>34 525</b>	<b>30 692</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions	397	73
Intérêts et charges assimilés	1 108	1 045
Différences négatives de change	7	3
<b>Total des charges financières</b>	<b>1 512</b>	<b>1 121</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>33 013</b>	<b>29 571</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>36 531</b>	<b>27 863</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 096	208
Reprise sur provisions et transfert de charges	585	4
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>1 681</b>	<b>212</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	581	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 069	359
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	225	678
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>1 875</b>	<b>1 037</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(194)</b>	<b>(825)</b>
Impôts sur les bénéfices	1 000	1 087
<b>Total des produits</b>	<b>50 411</b>	<b>41 429</b>
<b>Total des charges</b>	<b>15 074</b>	<b>15 478</b>
<b>BENEFICE</b>	<b>35 337</b>	<b>25 951</b>

## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2007 dont le total est de 218 601 k€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 50 411 k€ et dégageant un bénéfice de 35 337 k€. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2006 au 31 août 2007.

### Faits marquants de l'exercice

Les assemblées du 9 janvier 2006 et du 31 juillet 2007 ont autorisé la mise en place de programmes de rachat d'actions en vue de :

- assurer l'animation du titre au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI reconnue par l'AMF ;
- annuler les titres ;
- remettre les titres en paiement ou échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- consentir des options d'achat d'actions aux dirigeants de la société et de ses filiales, aux conditions prévues par la loi.

Dans le cadre de ces programmes, la société a racheté 19 308 titres pour 668 056 €.

### Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 août 2007 ont été établis suivant les principes comptables généralement admis, conformément à la réglementation en vigueur, résultant de l'application du règlement CRC 99-03.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées dont l'énonciation est nécessaire à une bonne compréhension des comptes sont les suivantes :

#### 1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation.

Les frais de dépôts de marques sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

A la clôture de l'exercice, les marques, fonds de commerce et droit au bail sont évalués à leur valeur actuelle. Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur actuelle est inférieure au coût d'acquisition.

## 2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie estimée du bien :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique mobilier	2 à 10 ans
Matériel micro-informatique	2 ans
Matériel de transport	4 ans

## 3 - Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à la valeur actuelle lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur actuelle est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction ont fait l'objet d'une provision déterminée en fonction d'une actualisation au taux de 4,5 %.

Les provisions pour risques filiales ainsi que les aides accordées à celles-ci sont comptabilisées en résultat courant.

## 4 - Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, sauf exception (voir note 3). Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 5 - Opérations en devises

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

## 6 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont ramenées à la valeur probable de réalisation lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

## 7 - Provisions pour risques et charges et engagements hors bilan

En accord avec le règlement CRC n°2000-06 sur les passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressources sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

## 8 - Engagements en matière de pensions et retraites

Les charges correspondant aux engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagements financiers hors bilan dans la présente annexe.

## 9 - Résultat exceptionnel

Afin d'améliorer la compréhension des comptes, les subventions accordées aux filiales antérieurement comptabilisées en résultat exceptionnel sont désormais enregistrées en charges d'exploitation.

## NOTES SUR LE BILAN

### Note 1 - Actif Immobilisé

#### Valeurs brutes

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/08/2007
en milliers d'euros				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 280</b>	<b>465</b>	<b>4</b>	<b>4 741</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	1 982	1 556		3 538
Constructions	9 334	4 438	2	13 770
Matériel informatique et de bureau	2 198	327	91	2 434
Divers	704	29	41	692
Avances et acomptes	28	163	10	181
<b>Total</b>	<b>14 246</b>	<b>6 513</b>	<b>144</b>	<b>20 615</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations (Cf note 16)	116 665	41 518	320	157 863
Actions autocontrôle	543	1 178	1 053	668
Créances rattachées	33 955	8 750	33 955	8 750
Prêts	102	10		112
Divers	35	3		38
<b>Total</b>	<b>151 300</b>	<b>51 459</b>	<b>35 328</b>	<b>167 431</b>
<b>Total général</b>	<b>169 826</b>	<b>58 437</b>	<b>35 476</b>	<b>192 787</b>

#### Amortissements

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Amortissements au 31/08/2007
en milliers d'euros				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 196</b>	<b>215</b>		<b>2 411</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Agencements des terrains	201	29		230
Constructions	2 142	385	3	2 524
Matériel informatique et de bureau	1 819	339	90	2 068
Divers	213	67	41	239
<b>Total</b>	<b>4 375</b>	<b>820</b>	<b>134</b>	<b>5 061</b>
<b>Total général</b>	<b>6 571</b>	<b>1 035</b>	<b>134</b>	<b>7 472</b>

## Note 2 - Provisions pour dépréciation d'éléments de l'actif

en milliers d'euros	Montants au début d'exercice	Dotations	Reprises	Montants au 31/08/2007
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	539	394		933
Prêts	28	3		31
<b>Total</b>	<b>567</b>	<b>397</b>	<b>0</b>	<b>964</b>
Actif circulant				
Autres créances				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>567</b>	<b>397</b>	<b>0</b>	<b>964</b>

## Note 3 - Echancier des prêts et des créances

en milliers d'euros	Montant brut	Un an au plus	A plus d'un an
<b>Actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	8 750	6 200	2 550
Prêts	112		112
Autres immobilisations financières	38		38
<b>Total Actif immobilisé</b>	<b>8 900</b>	<b>6 200</b>	<b>2 700</b>
<b>Actif circulant :</b>			
Créances clients et comptes rattachés	2 991	2 991	0
<b>Autres créances :</b>			
Société apparentées	26 689	26 689	0
Comptes courants intégration fiscale	4 882	4 882	0
Etat	63	63	0
Autres créances détenues sur les sociétés du groupe (1)	720	720	0
Autres	76	76	0
<b>Total des autres créances</b>	<b>32 430</b>	<b>32 430</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>44 321</b>	<b>41 621</b>	<b>2 700</b>

(1) Dont créance sur le société SCP CMC de 202 k€ d'une valeur nominale de 1 074 k€



#### Note 4 - Valeurs mobilières de placement

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
SICAV monétaires	618	11 567
Divers	1	1
<b>Total</b>	<b>619</b>	<b>11 568</b>

La valeur liquidative au 31 août 2007 des SICAV monétaires est de 618 k€.

#### Note 5 - Autres informations sur les postes de l'actif

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
<b>Montants concernant les entreprises liées :</b>		
Participations	157 863	116 665
Créances rattachées	8 750	33 955
Clients et comptes rattachés	2 928	1 435
Autres créances	27 407	20 116
<b>Total</b>	<b>196 948</b>	<b>172 171</b>
<b>Charges constatées d'avance :</b>		
Charges d'exploitation	168	122
Charges financières	43	18
<b>Total</b>	<b>211</b>	<b>140</b>
<b>Produits à recevoir :</b>		
Clients et comptes rattachés	2 332	1 272
Autres créances	551	396
<b>Total</b>	<b>2 883</b>	<b>1 668</b>

#### Note 6 - Composition du capital social

CATEGORIE	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE	
	Au 31/08/2006	Créés	Réduction	Au 31/08/2007	
<b>Actions</b>	<b>21 142 740</b>	<b>27 600</b>	<b>-</b>	<b>21 170 340</b>	<b>4,3 €</b>

Voir "note 14" concernant l'attribution d'options d'achats d'actions.

## Note 7 - Provisions pour risques et charges

en milliers d'euros	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant au 31/08/2007
Provision pour pertes de change	111	133	111		133
Provisions pour risques filiales	20	95		0	115
Provisions pour risques divers	744	0		744	0
<b>Total</b>	<b>875</b>	<b>228</b>	<b>111</b>	<b>744</b>	<b>248</b>

## Note 8 - Echancier des dettes

en milliers d'euros	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	23 923	12 987	10 936	
Emprunts et dettes financières divers	355	26	329	
Fournisseurs	446	446		
Dettes fiscales et sociales	6 815	6 815		
Autres dettes	232	232		
<b>Total</b>	<b>31 771</b>	<b>20 506</b>	<b>11 265</b>	

(1) Les emprunts et dettes sont à taux variable, les emprunts ne comportent pas de covenant financier.

## Note 9 - Autres informations sur les postes du passif

en milliers d'euros	31/08/2007	31/08/2006
<b>Montants bruts concernant les entreprises liées :</b>		
Emprunts et dettes financières	282	247
Fournisseurs et comptes rattachés	1	1
Autres dettes		
<b>Total</b>	<b>283</b>	<b>248</b>
Produits constatés d'avance :		
Produits d'exploitation	122	95
<b>Total</b>	<b>122</b>	<b>95</b>
<b>Charges à payer :</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119	204
Dettes fiscales et sociales	529	591
Autres dettes		
<b>Total</b>	<b>648</b>	<b>795</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### Note 10 - Résultat financier

Informations concernant les entreprises liées

en milliers d'euros	2007	2006
Produits financiers :		
Dividendes reçus sur titres de participation	32 579	26 703
Résultats des sociétés de personnes	276	253
Produits de prêts et comptes courants auprès de filiales	1 264	720
Reprises sur provision filiales	0	1 623
<b>Total</b>	<b>34 119</b>	<b>29 299</b>

### Note 11 - Résultat exceptionnel

en milliers d'euros	2007	2006
Résultats sur cession d'immobilisations corporelles	11	(18)
Résultat sur cession d'actions Trigano (contrat de liquidité)	(35)	(5)
Dotations amortissements dérogatoires	(130)	(97)
Reprise sur amortissements dérogatoires	4	4
Dotation pour dépréciation retenue à la source avoir fiscal Italien	0	(581)
Dotation pour risques filiales	(95)	0
Résultat sur cession de titres filiales	51	(128)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(194)</b>	<b>(825)</b>

## AUTRES INFORMATIONS

### Note 12 - Rémunération des dirigeants

Les rémunérations versées aux dirigeants par Trigano s'élèvent à 517 717 €.

### Note 13 - Eléments de nature fiscale

Il n'existe pas de dettes d'impôts liées aux évaluations dérogatoires.

La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés : Trigano VDL, Euro-Accessoires et Trigano MDC. Dans le cadre de l'intégration fiscale l'impôt est calculé par filiale comme en l'absence d'intégration.

L'allègement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable est de 556 k€. Ventilation de l'impôt : courant 996 k€; exceptionnel 4 k€.

### Note 14 - Engagements financiers (hors bilan)

Pensions, compléments de retraite et indemnités assimilés : 188 080 €

#### Credits bail

en milliers d'euros

		Engagements de crédit bail					
en milliers d'euros		Redevances payées		Redevances à payer		Total à payer	Prix résiduel
	de l'exercice	cumulées	1 an au plus	1 an à 5 ans	plus de 5 ans		
Terrains et constructions	312	2 264	326	1 033	35	1 394	

#### Cautions données

Nature	Objet	Bénéficiaire	Montant de l'engagement (en k€)	
Caution	Crédit Bail Immobilier	CBI (Baticentre)	88	Trigano Remorques - Reuilly

#### Engagements reçus

Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune :

Société Trigano Jardin	1 235 k€
Société Résidences Trigano	10 474 k€

## Autres engagements reçus

Les minoritaires des sociétés Trigano SpA, ARCA Camper, Riviera France, Trois Soleils et Auto-Trail VR Ltd se sont engagés à vendre à la société Trigano les actions qu'ils détiennent. En contrepartie la société Trigano s'est engagée à les acquérir à leur première demande.

## Engagements donnés

Néant

## Options de souscription d'actions

	Nombre d'options	Exercées au cours de l'exercice	Annulées	Solde
1 <sup>er</sup> plan				
attribution du 14/11/2001	53 000	27 600	14 500	10 900
attribution du 12/01/2004	55 000	-	16 500	38 500
2 <sup>ème</sup> plan				
attribution du 02/02/2004	21 500	-	5 500	16 000
<b>Total</b>	<b>129 500</b>	<b>27 600</b>	<b>36 500</b>	<b>65 400</b>

## Note 15 - Ventilation de l'effectif moyen

	31/08/2007	31/08/2006
Cadres	32	30
Employés	15	11
Total	47	41

## Note 16 - Tableau des filiales et participations au 31 août 2007

Filiales et Participations Informations financières	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société :					
1. Filiales (détenues à + de 50 %) :					
Trigano VDL	k€	7 000	46 792	100,0	19 459
Trigano S.p.A.	k€	18 000	22 726	98,0	4 014
Trigano MDC	k€	9 000	9 660	97,9	995
Euro-Accessoires	k€	2 000	7 469	100,0	2 141
Benimar Ocarsa	k€	60	(34)	99,0	(226)
Autostar	k€	1 000	2 070	97,1	(3 273)
Arca Camper	k€	1 169	68	88,6	68
Trigano Participations	k€	287	9 072	100,0	2 059
Mecanorem	k€	550	2 562	100,0	793
Trigano Deutschland GmbH and Co KG.	k€	7 500	28 732	100,0	466
Auto-Trail	k£	200	10 805	99,7	2 330
Périgord VDL	k€	150	1 439	100,0	96
Caravanes La Mancelle	k€	10	1 104	100,0	194
Grove Products	k£	0,1	1 434	100,0	371
2. Participations (détenues à - 50 %)					
Loisirs Finance	k€	10 000	9 166	49,0	2 448
Filiales et Participations Informations financières					
FILIALES		PARTICIPATIONS			
Françaises		Etrangères		Françaises	
				Etrangères	
Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations					
Valeur comptable des titres détenus					
- brute	62 436	95 427	-	-	
- nette	61 570	95 360	-	-	
Montant des prêts et avances accordées	12 707	22 456	-	-	
Montant des cautions et avals donnés	88	-	-	-	
Montant des dividendes encaissés	19 411	12 224	1 219		

## RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

en euros	2003	2004	2005	2006	2007
<b>I - Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	45 284 268	45 284 268	45 284 268	90 000 000	90 117 488
b) Nombre des actions ordinaires existantes	11 321 067	11 321 067	11 321 067	21 142 740	21 170 340
c) Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription	26 500	64 750	64 750	129 500	65 400
<b>II - Opérations et résultats de l'exercice</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	6 958 994	7 559 117	7 173 669	7 334 601	8 704 260
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	20 962 860	34 244 507	28 301 315	30 093 728	35 854 472
c) Impôts sur les bénéfices	1 148 212	1 949 923	1 002 212	1 087 227	1 000 335
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	
e) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	18 697 604	31 863 127	24 861 336	25 951 119	35 336 835
f) Résultat distribué	3 396 320	6 792 640	10 571 370	11 628 507	11 643 687
<b>III - Résultats par action</b>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,75	2,85	2,42	1,37	1,65
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,65	2,81	2,20	1,23	1,67
c) Dividende attribué à chaque action	0,30	0,60	0,50	0,55	0,55
<b>IV - Personnel</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	33	37	37	41	47
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 854 874	2 044 408	2 567 094	2 716 789	3 044 919
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale et oeuvres sociales)	810 601	885 006	1 139 970	1 136 949	1 279 352



# RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Trigano, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « 3 – Immobilisations financières » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous nous sommes assurés de la pertinence des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations comptables et du caractère raisonnable des évaluations en résultant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Lyon, le 10 décembre 2007

**Les Commissaires aux Comptes**

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Pascal de Rocquigny**

**Ernst & Young Audit**

**Daniel Mary-Dauphin**

# RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

## 1. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions d'avances et de prêts

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Administrateurs concernés	Montant (en € HT)
Résidences Trigano	Abandon des intérêts sur les avances en compte courant (autorisation du conseil d'administration du 18 juillet 2007). Convention signée le 31 août 2007	F. Feuillet M. H. Feuillet	109 285

### Conventions autres que les conventions d'avances et de prêts

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Administrateurs concernés	Montant (en € HT)
Grove Products limited	Contrat de bail signé le 21 mars 2007 au titre des locaux situés à Hyde Cheshire (autorisation du conseil d'administration du 27 septembre 2006)	F. Feuillet M.H. Feuillet	82 507
Atelier Trigano	Contrat de bail signé le 28 août 2007 au titre des locaux situés à Saint Berthevin (autorisation du conseil d'administration du 18 juillet 2007)	F. Feuillet	Néant
Riviera France	Prestation de services administratifs (autorisation du conseil d'administration de 27 septembre 2006)	F. Feuillet	8 030
Trois Soleils	Acquisition de parts sociales Trois Soleils (autorisation du conseil d'administration du 29 novembre 2006). Convention signée le 17 janvier 2007	F. Feuillet	83 145
Résidences Trigano	Subvention d'équilibre (autorisation du conseil d'administration du 18 juillet 2007). Convention signée le 31 août 2007	F. Feuillet M. H. Feuillet	1 350 000

## 2. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice.

Par ailleurs, en application du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### Conventions d'avances et de prêts

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montant (en € HT)
Benimar - Ocarsa SA	Avance en compte courant non rémunérée	5 000 000
Mistercamp	Avance en compte courant non rémunérée	500 000
Trigano Jardin	Adandon de créances accordé avec retour à meilleure fortune	1 235 000
Résidences Trigano	Adandon de créances accordé avec retour à meilleure fortune	1 509 245
Résidences Trigano	Subventions d'équilibre accordées avec retour à meilleure fortune	7 615 371

### Conventions autres que les conventions d'avances et de prêts

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montant (en € HT)
Pour l'ensemble des filiales du groupe	Commissions de négociation sur les achats de châssis	2 685 667
	Loyers, charges locatives	1 948 583
	Prestations de services administratifs	1 287 880
	Redevances sur des contrats de licence de marque	3 020 140
	Prestations informatiques	2 260 390
	Dépôts de garantie des locations	282 426

Paris et Lyon, le 10 décembre 2007

#### Les Commissaires aux Comptes

**Bellot Mullenbach & Associés**

**Ernst & Young Audit**

**Pascal de Rocquigny**

**Daniel Mary-Dauphin**

## **DÉCLARATION ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 222 – 3 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS**

Nous attestons qu'à notre connaissance :

- les comptes au 31 août 2007 de Trigano sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation
- le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation et comporte une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Paris , le 10 décembre 2007

**François Feuillet**  
**Président – Directeur général**

**Michel Freiche**  
**Directeur Général Adjoint**

## TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 8 JANVIER 2008

### RÉSOLUTIONS DU RESSORT DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT SOUS FORME ORDINAIRE

#### PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2007, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations qu'ils traduisent, faisant ressortir un bénéfice de 35.336.835,14 €.

L'assemblée générale approuve le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

#### DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés au 31 août 2007 ainsi que les opérations qu'ils traduisent.

#### TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes en application des articles L 225-40 et L 225-42 du Code de commerce, approuve purement et simplement les conclusions dudit rapport et ratifie l'ensemble des opérations qui y sont énoncées.

#### QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	€ 35.336.835,14
Majoré du report à nouveau antérieur	€ 224.726,86
Total à affecter	€ 35.561.562,00

Aux comptes suivants :

Dividendes (0,55 € / action) (*)	€ 11.643.687,00
Réserve légale	€ 15.750,09
Autres réserves	€ 20.000.000,00
Report à nouveau	€ 3.902.124,91
Total affecté	€ 35.561.562,00

Le dividende de 0,55 € par action sera mis en paiement le 15 janvier 2008 ; il est précisé que ce dividende est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158 3 2° du Code Général des Impôts.

Les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le	Nb d'actions composant le capital	Brut	Dividende		Total
			Avoir fiscal		
31.08.2004	11.321.067 actions de 4 €	0,60 €	Eligible à l'abattement de 50 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-	-
31.08.2005	21.142.740 actions	0,50 €	Eligible à l'abattement de 40 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-	-
31.08.2006	21.142.740 actions	0,55 €	Eligible à l'abattement de 40 % (art. 158 3 – 2° CGI)	-	-

## **RÉSOLUTIONS DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE DÉLIBÉRANT SOUS FORME EXTRAORDINAIRE**

### **CINQUIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les administrateurs pour l'exercice clos à 92.000,00 €.

### **SIXIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur François FEUILLET arrive à échéance ce jour, renouvelle son mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013.

### **SEPTIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée, constatant que le mandat d'administrateur de Madame Marie-Hélène FEUILLET arrive à échéance ce jour, renouvelle son mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013.

### **HUITIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean DUCROUX arrive à échéance ce jour, renouvelle son mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013.

### **NEUVIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

### **DIXIÈME RÉSOLUTION**

L'assemblée décide de modifier l'article 17.2 des statuts comme suit :

«Les titulaires d'actions nominatives sont admis sur justification de leur identité et sous réserve que l'inscription en compte de leurs titres soit antérieure de trois (3) jours ouvrés à la date de l'assemblée. Les titulaires d'actions au porteur doivent justifier de leur qualité par la présentation d'une attestation de participation émise par l'intermédiaire habilité chargé de la tenue de leur compte constatant l'indisponibilité des actions jusqu'à la date de tenue de l'assemblée.»

## **Trigano**

100 rue Petit, F-75165 Paris Cedex 19

Téléphone : +33 (0)1 44 52 16 20

Télécopie : +33 (0)1 44 52 16 21

E-mail : [contact@trigano.fr](mailto:contact@trigano.fr)

SA au capital de 90 157 500 euros

722 049 459 RCS Paris

**[www.trigano.fr](http://www.trigano.fr)**